Boussac, Terrin: LES PATRONS RESTRUCTURENT SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS P. 15



DILLY FIEFE

Hebdomadaire - paraît le samedi - Nº 519 - 13 mai 1978 - prix : 4 F

ESSENCE:

+26 c.

le
gouvernement
continue
de nous
rançonner

p. 3

l'assassinat d'Aldo Moro par les Brigades Rouges,



LE TERRORISME, UNE POLITIQUE DES ENNEMIS DES TRAVAILLEURS

p. 3 et 20

PENTECOTE 78

la fête de lutte ouvrière

SOMMAIRE

DANS LE MONDE

- Liban : les Palestiniens continuent à se battre malgré l'intervention israélienne... .et malgré l'ONU.
- Iran : la dictature impuissante à enrayer le mouvement de protestation.
- Portugal : le FMI pose ses conditions, Soares les impose.

Page 7

- Afrique du Sud : massacres et répression.

- La France, gendarme de l'Afrique.

- USA : Carter joue les justiciers.
- Brésil : un camouflet à la dictature de Geisel. Prix du pétrole : les producteurs sont perdants, les consommateurs aussi.

URSS : Constituer un syndicat, un délit !

EN FRANCE

- Après l'assassinat d'Henri Curiel. - Procès des indépendantistes tahitiens.

- CGT, CFDT, FO chez Ceyrac : les dirigeants syndicaux se prêtent au jeu gouvernemental.

Le PCF et la mascarade de la « Conférence sur le désarmement ».

Page 14

Crédit Agricole Paris : délit d'opinion à la CGT. - Jeumont-Schneider Lyon : les dirigeants de la CGT désavoués.

Page 15 :

Les patrons restructurent : chômage pour les uns, profits pour les autres.

Boussac licencie : la situation de l'emploi dans les Vosges.

- CHR de Bordeaux : les syndicats refusent d'organiser la lutte.
- Abeille-Paix Paris : ras-le-bol des employés.

DOSSIER-

Pages 9 à 13 : MAI 68

- Un vaste mouvement et un vent de liberté.

- Les accords de Grenelle.

- Le renouveau des idées révolutionnaires.
- La gauche contre le mouvement de Mai.

DIVERS

Livres : Domitila, si on me donne la parole ; La nuit glacée de Pa Kin; Ceux du front de Nekrassov.

Page 18:

- Théâtre : L'intervention de Victor Hugo ; Boris Vian au café-théâtre.
- Aux Dossiers de l'écran : Les vieilles badernes de « l'Algérie française ». Page 19
- Films: Les nouveaux monstres de Monicelli, Risi, Scola; Le papillon sur l'épaule; Le cercle

ET AU CENTRE DU JOURNAL : LE PROGRAMME ET LE PLAN DE LA FETE

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer euxmêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce lournal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236-45-28 4 ter, rue du Bouloi, Paris (1er)

Impression : OMNI-PRESSES

12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18 C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Le scandale de l'hospice de Nanterre

Joël Weiss, ancien conseiller PR de Paris, vient de faire éclater un scandale en dénoncant les conditions de vie à l'hospice de Nanterre.

Dans cet hospice, qui abrite de 3 500 à 5 000 personnes âgées, pour la plupart sans ressources, il existe selon lui une prison digne du Moyen, Age dans laquelle l'administration enfermerait encore des pensionnaires. Dans son témoignage, l'ancien conseiller affirme avoir vu « dans la cellule 51-52, un vieillard couché sur une paillasse posée à même le sol au pied de laquelle est placée une latrine à la turque, avec chasse d'eau extérieure, et dépourvue de chauffage. Une simple lucarne dotée de barreaux ».

On comprend que cet endroit soit « la terreur des petits vieux de Nanterre qui y sont enfermés la nuit à la suite d'un chahut au dortoir, d'une altercation avec un gardien ou s'ils sont pris de boisson ». A cela s'ajouterait encore l'exploitation à laquelle se livrerait l'administration de l'hospice en faisant effectuer par des pensionnaires des travaux de plomberie ou de vannerie, à raison de deux heures par jour pour une aumône de 80 F à 120 F par mois.

La grande presse s'est, à juste titre, fait l'écho de l'indignation devant ce scandale.

Mais, pour un scandale dénoncé, combien sont enterrés ? D'ailleurs, celui de Nanterre avait déjà été soulevé mais sans jamais avoir trouvé d'écho dans la grande presse, hormis dans les colonnes de l'Humanité. Et, en particulier, on se garde bien de dénoncer la misère morale et matérielle, la maigreur des retraites, qui sont le lot quotidien que le gouvernement réserve à tant de personnes âgées dans cette société.

Ces scandales-là, la presse et les hommes politiques amis de J. Weiss en parlent pour les besoins de leur démagogie, mais quand les verra-t-on, à la tête de l'Etat, s'élever contre les choix gouvernementaux dont le scandale de l'hospice de Nanterre n'est que l'illustration?

Roger MEYNIER

RATP : le mécontentement des conducteurs de bus

Tout le début de la semaine passée, les bus parisiens ont été paralysés par la grève. Le mouvement avait commencé le 27 avril au dépôt de Fontenay-aux-Roses, suivi ensuite par d'autres dépôts, sous la forme d'un retard d'une heure à chaque prise de service. La direction de la RATP avait cru alors pouvoir arrêter le mouvement en sanctionnant, mercredi 3 mai, ceux qui, suivant le mot d'ordre syndical, étaient arrivés en retard.

Cela a eu l'effet contraire : dépôt après dépôt, les conducteurs de bus se sont mis en grève, paralysant presque totalement le trafic au début

de la semaine suivante, du 8 au 10 mai. A partir du jeudi 11, les syndicats donnaient l'ordre de reprise du travail, en continuant le mouvement à nouveau sous la forme d'un retard à la prise de service.

Si l'action lancée par les syndicats a été suivie, c'est que les revendications avancées tenaient à cœur aux conducteurs : d'abord la paye : ils revendiquent une augmentation de 500 F par mois, mais, à vrai dire, la revendication est posée de façon très catégorielle, ne concernant que les seuls conducteurs pour rapprocher leurs salaires de ceux des conducteurs du métro. Ils revendiquent aussi l'augmentation des effectifs, la semaine de travail de 5 jours avec deux jours de congé consécutifs, et une journée de travail de 6 h 30 de conduite d'affilée. En effet, les horaires actuels, contenant de longues heures d'interruption en milieu de service afin d'assurer le trafic des heures de pointe avec un minimum de personnel font que, finalement, la journée réelle de travail peut être étalée sur 13 heures, voire même 13 heures 30 en banlieue

Et les conducteurs de bus ont bien des raisons d'être mécontents.

bleu" acquittée, Giscard veut changer la loi

Radio Fil Bleu, cette radio libre lancée à Montpellier par trois avocats dont l'un n'est autre que l'actue! secrétaire d'Etat à l'environnement. François Delmas, vient de gagner le procès que lui avait intenté la Télédiffusion Française (TDF) pour atteinte au monopole des ondes dont elle est détentrice. En effet, la cour d'appel de Montpellier a confirmé le jugement de « non-lieu » prononcé en décembre dernier, estimant que. si TDF avait légalement le monopole de la radio, aucun texte de loi ne prévoyait de sanction pour qui y portait atteinte.

La réaction du gouvernement ne s'est pas fait attendre : à peine quelques jours plus tard, Giscard demandait au Conseil des ministres de mettre rapidement au point un texte de loi à soumettre au Parlement prévoyant. en cas de violation du monopole des ondes, des peines pouvant aller jusqu'à plusieurs mois de prison et la mise hors service du matériel émetteur.

Il faut dire qu'il était difficile à Giscard de laisser la justice acquitter « Fil bleu », même s'il s'agissait d'une radio lancée, entre autres, par un de ses amis politiques, et d'invoquer le monopole de TDF pour justifier ses interventions policières contre « Radio 93 » et contre « Radio Roquet-

"Radio fil Dossier ou livret scolaire, la même incurie gouvernementale Christian Beullac, ministre de

l'Education nationale, vient de frapper un grand coup : il a décidé la suppression du dossier scolaire institué par son prédécesseur Haby, en 1977.

Le but tout théorique de ce système était de permettre de suivre l'évolution de chaque élève de la maternelle à la terminale. Mais on ne saura jamais si le moyen était adapté au but. Ce fa. meux dossier qui avait soulevé des protestations n'a pas eu le temps de se constituer que, déjà, il se retrouve aux oubliettes!

Le geste de Beullac est présenté comme la manifestation d'une volonté de changement. En réalité, Haby lui-même envisageait vers la fin de son ministère d'y renoncer. Alors, en fait, l'abandon

de celte rélormette était prévisible.

Mais au moins Beullac, se fait passer à peu de frais pour un ministre compréhensif, « attentif aux aspirations des parents et des enseignants », puisqu'il en a « tenu compte ». D'ailleurs, il obtient son petit succès dans cette voie, grace à des dirigeants syndicaux, comme ceux de la FEN qui se sont déclarés à la radio « satisfaits » des nouvelles mesures.

Décidément, le fonctionnement de l'Education nationale tient du père Ubu. Les réformes annoncées par un ministre n'y ont pas d'autre but... que de permettre au ministre suivant d'avoir, en les supprimant, l'air de faire une nouvelle réforme !

Frédéric FERRIERE

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1)

LUTTE OUVRIERE pour une période de un an : prix : 120 F pour une période de six mois : prix : 70 F LUTTE DE CLASSE pour une période de un an : prix : 50 F (mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE pour un période de un an : prix : 10 F (mensuel destiné aux élèves du technique et aux Jeunes travailleurs, édité par Lutte Ou-

Ci-joint la somme totale de : francs

Prénom : Adresse : Code postal :

Joindre la somme par chèque au mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18. (1) Rayer les mentions inutlles.

O.B.

L'assassinat d'Aldo Moro par les Brigades Rouges

LE TERRORISME, UNE POLITIQUE DES ENNEMIS DES TRAVAILLEURS

ES Brigades Rouges italiennes ont donc assassiné Aldo Moro, après un enlèvement qui aura duré cinquantecinq jours et au cours duquel elles n'auront pas cessé de jouer cyniquement le jeu de l'attente, des faux espoirs, de l'an-

Cette action soulève l'indignation et l'horreur. C'est au nom d'un soi-disant « procès », mené par un soi-disant « tribunal du peuple », que la « condamnation » a été décidée, puis que le dirigeant de la Démocratie Chrétienne a été exécuté. Et dans cette parodie de justice, on dirait que les Brigades Rouges ont voulu damer le pion aux pires régimes de dictature pour ce qui est du mépris de la personne humaine et de ses droits élémentaires. Il s'agit d'un pur et simple assassinat politique, accompli qui plus est avec sadisme. Et comment les membres des Brigades Rouges peuvent-ils oser, en accomplissant de tels gestes, se réclamer du communisme, de la révolution et de la classe ouvrière ? Ils en sont, entièrement, à l'opposé.

Car les hommes des Brigades Rouges, leur action le montre, se moquent totalement de la classe ouvrière, de ses réactions, de l'horreur qu'ils suscitent en elle. Au contraire, c'est justement sur cette horreur qu'ils comptent pour s'imposer. Ils prétendent s'attaquer au pouvoir de l'Etat. Mais cet Etat, le pouvoir de la bourgeoisie, des possédants, s'appuie exactement sur les mêmes moyens : sur les armes de ses policiers, sur la peur que ses lois, ses tribunaux, ses prisons inspirent à la population. Et les Brigades Rouges se livrent ainsi avec lui à une sorte de combat singulier, où les adversaires emploient les mêmes armes, les mêmes moyens, ont l'un et l'autre le même mépris de la vie humaine.

Ce combat n'a rien à voir, même de très loin; ni avec le communisme, ni avec la classe ouvrière. Car, à supposer qu'il puisse être victorieux et que des hommes comme ceux des Brigades Rouges soient un jour au pouvoir, en Italie ou dans un autre pays, leurs méthodes montrent assez quel régime ils pourra'ent imposer : un régime de dictature, où la vie humaine ne vaudrait pas cher, où les travailleurs

n'auraient pas plus leur mot à dire qu'aujourd'hui et où il ne ferait pas bon avoir des idées différentes des hommes au pouvoir.

Sans doute les hommes des Brigades Rouges ne viendroni-ils pas au pouvoir. Car, à se placer sur le même terrain que l'appareil d'Etat qu'ils prétendent combattre, ils donnent à celui-ci toutes les chances de gagner, ne serait-ce que pour une raison de disproportion des forces. Mais le pire est que leur action aboutit à légitimer, auprès de la population, ce pouvoir d'Etat.

Car face aux Brigades Rouges, c'est l'Etat, l'instrument du pouvoir des possédants, c'est l'armée et la police qui font figure de victimes, qui paraissent avoir la justice, le respect de la vie humaine de leur côté. Et l'action des Brigades Rouges aboutit à légitimer d'avance l'emploi de la force de la part de cet Etat, et toutes les mesures d'exception qu'il pourra être amené à prendre, contre les travailleurs, contre toute la population, au nom de la « lutte contre le terrorisme ». Et les Brigades Rouges rendent là un signalé service à la bourgeoisie italienne.

L'action des Brigades Rouges, enfin, n'aboutit pas seulement, en créant ce réflexe d' « union nationale », à rejeter les travailleurs et la population du côté des dirigeants du pays et de l'Etat. En se réclamant de la lutte des classes et des travailleurs, les Brigades Rouges aboutissent à déconsidérer, auprès de ceux-ci, l'idée même de la lutte révolutionnaire. Ils ne leur montrent que des luttes d'appareils, se plaçant en dehors de la classe ouvrière et dans lesquelles celle-ci ne joue aucun rôle, et ne peut avoir aucune envie d'en jouer un. Et de ce point de vue aussi, les Brigades Rouges rendent un service inappréciable à la bourgeoisie italienne.

Les Brigades Rouges ne pourraient amener finalement, si elles gagnaient, que leur propre dictature. Et beaucoup plus probablement, c'est à faire le lit d'une autre dictature qu'elles peuvent aboutir. En cela, elles se placent dans le camp des pires ennemis des travailleurs.

Arlette LAGUILLER

(VOIR EN PAGE 20 NOS ARTICLES SUR L'ITA-LIE)

HAUSSE DES PRIX:

L'essence va donc augmenter, au premier juin, de 26 centimes pour le super (au lieu de 16 centimes) qui va passer à 2,68 F le litre et de 25 centimes pour l'ordinaire. Telle a été la décision du Conseil des ministres du mercredi 10 mai 1978.

Cette nouvelle hausse s'ajoute à l'augmentation considérable de l'ensemble des tarifs publics (SNCF, EDF-GDF, etc.) appliquée depuis le 1er mai et à l'augmentation, la semaine dernière, des tarifs d'abonnements SNCF décidée en même temps que la suppression de billets « Bon dimanche ». Elle précède, n'en doutons pas, de fortes aug-

mentations de prix liées à la libération des prix industriels préconisée par le gouvernement et le patronat.

Rançonnés, nous le serons tous, et à divers titres. Et, dans les mois à venir, c'est le pouvoir d'achat de toute la population laborieuse qui va se trouver sérieusement amputé.

Et le comble du cynisme est sans doute dans les justifications que donne le gouvernement à ces mesures. Ainsi a-t-il expliqué sans la moindre vergogne que cette hausse de 26 centimes de l'essence servirait à couvrir partiellement certaines dépenses sociales du gouvernement. Entendez par là une partie des réparations des dommages causés par l'Amoco Cadiz et le renouvellement des mesures en faveur de l'emploi des jeunes.

Ainsi, pour réparer les dégâts causés par les compagnies pétrolières, telle la Shell, le gouvernement rackette les automobilistes, lesquels paieront encore pour que les patrons puissent bénéficier d'exonérations de charges sociales quand ils emploient des jeunes - ce qui est tout bénéfice pour eux. Le gouvernement a invoqué la fameuse vignette-auto, créée en d'autres temps pour aider les vieux. C'est en effet un symbole, car la nouvelle escroquerie du gouvernement est tout à fait à la mesure de cette escroque-

CALLERY TALLERS

rie-là, qui dure encore! En la matière Barre a, parmi ses prédécesseurs, de grands maî-

En présentant son programme électoral, le fameux « Programme de Blois », Barre avait promis qu'il n'augmenterait pas les impôts. Voilà qui ne l'engageait guère puisqu'il avait en tête de nous faire payer en tant que consommateurs ce qu'on ne nous volera pas en tant que contribuables. Mais il avait le projet de nous faire payer de toutes façons, et nous allons devoir payer, même si nous ne prenons pas le train, même si nous ne prenons pas la voiture, même si nous réduisons

notre consommation d'électricité. Car toutes ces augmentations vont se répercuter gravement sur l'ensemble des prix puisque, justement, le gouvernement a décidé non seulement « la vérité des prix » des services publics, mais aussi la « liberté des prix » pour tous le autres!

En fait le gouvernement, se servant de tous les moyens que lui donne le pouvoir d'Etat, s'apprête à rançonner toute la population, encore une fois au profit d'une poignée de parasites qui, eux, pourront réaliser des profits au prix... de l'austérité pour les travail-

Henriette MAUTHEY

Après l'assassinat d'Henri Curiel

Après l'assassinat d'Henri Curiel, le 4 mai dernier, signé par un « commando Delta », la police et toute une partie de la presse qui lui a emboîté le pas ont le culot de rejeter d'office et sans le moindre fondement l'hypothèse d'un crime de l'extrêmedroite.

C'est ainsi que France-Soir titre le 7 mai : « L'assassinat d'Henri Curiel : un coup des Palestiniens ? », et écrit : « Les enquêteurs semblent dès aujourd'hui écarter l'hypothèse d'une vengeance à retardement accomplie seize ans après l'indépendance par des nostalgiques de l'Algérie française. Pour eux, on ne supprime pas un homme en plein Paris pour le punir simplement de « penser mal ».

Mais, c'est le même France-Soir qui, le 28 octobre dernier, faisait état d' « informations » selon lesquelles Curiel aurait pu être un espion du KGB, aidant les terroristes palestiniens ou ceux de la « bande à Baader », qui explique maintenant sereinement que Henri Curiel a probablement été assassiné par les Palestiniens à cause... de son pacifisme!

En fait, l'empressement d'une partie de la presse à accuser les « Palestiniens » ou à écarter la culpabilité de l'extrême-droite est plutôt de mau-



Le Point du 21 juin 1976 lance une accusation sans preuves...

vais aloi, car elle porte peut-être une part de responsabilité, s'il s'avère que Curiel a bien été la cible de groupes d'extrême-droite désireux de s'en prendre à tout ce qui peut symboliser d'une façon ou d'une autre l'aide au tiers monde, et particulièrement aux peuples arabes.

Car c'est par pure recherche du sensationnel que cette presse avait attiré l'attention sur Curiel, en rapportant les « bruits » selon lesquels il serait un « espion » ou un « agent terroriste ». France-Soir, qui a relié Curiel et la « bande à Baader », n'a fait que reprendre un article de l'hebdomadaire Le Point du 21 juin 1976 dans lequel Georges Suffert présentait Curiel tout simplement comme « le patron des réseaux d'aide aux terroristes ». L'article amalgamait quelques informations douteuses pour faire de Curiel l'ami de « Carlos » et l'organisateur clandestin d'un certain nombre d'opérations terroristes.

Henri Curiel était un des fondateurs du Parti Communiste Egyptien. Il était resté, tous ceux qui le connaissaient l'ont dit, profondément sensible à la lutte des opprimés des pays sous-développés. Il organisait en particulier des rencontres de discussion entre Palestiniens et Israéliens, mais n'avait rien d'un terroriste.

Cet assassinat est odieux et criminel. Et il est possible que la seule chose qui ait attiré les coups de feu du « commando Delta » soit tout simplement la publicité malsaine faite par la presse à Henri Curiel. Pour des groupes d'extrême-droite qui rêvent de jouer les vengeurs et d'agir contre tous les amis de la cause arabe, quelle meilleure cible que cet homme que l'on présente comme « l'agent secret » des Palestiniens ?

C'est pourquoi il est tout de même un peu suspect de voir que l'on s'empresse d'écarter l'existence de ce groupe d'extrême-droite « Delta » et de ses menées terroristes. D'autant plus que ce groupe a déjà revendiqué de nombreux attentats, dont l'assassinat à Paris, le 2 décembre 1977, de Laïd Sebaï, gardien de l'Amicale des Algériens en Europe, et une attaque à la bombe le 13 mars 1978 à Toulon, des locaux de l'Amicale des Algériens en France.

Et si les coupables restent obstinément introuvables, on finira par croire que, à la police ou dans une certaine presse, on n'est pas trop pressé de rechercher les auteurs d'attentats politiques, pourvu que leurs victimes se situent à gauche.

Michèle DUCHENE

L'AFFAIRE SCHLEYER-BAADER -

1 est accuse d'aider des terroristes et d'être un agent du K.G.B.

Henri Curiel: «Je suis un militant que



...dès lors elle fait partie des « informations » que France-Soir porte à la connaissance de ses lecteurs (28 octobre 1977)...



Les spécialistes du renseignement sont convaincus que son assassinat à Paris à été commandé par une organisation étrangère

Curiel: sans doute un coup des Palestiniens

Il pourrait s'agir de jusqu'auboutistes» Football : les onze graces de Monaco

More
Le dram
arrive per
être à si
conclusio

François CORRE
L'ARAB States, montaine des CORRE
L'ARAB States, montaine des CORRE
L'ARAB States, montaine des CORRE
L'ARAB STATES DE CORRE
L'ARAB STATES DE CORRE
L'ARAB STATES DE CORRE
L'ARAB STATES D

...et qui ne l'empêchent pas d'affirmer que le « patron » des terroristes a été tué par... les Palestiniens ! (7-8 mai 1978)

Procès des indépendantistes tahitiens

Le 10 mai s'est ouvert à Papeete, capitale de Tahiti, le procès de sept Tahitiens militants indépendantistes. Ils sont accusés d'avoir organisé en août 1977, au moment de la visite de Stirn, ministre des TOM-DOM, un attentat à la bombe contre la poste de Papeete, pour protester contre les essais nucléaires et la présence de forces françaises d'occupation dans le Pacifique. Mais les autorités accusent aussi quatre d'entre eux d'avoir, quelques jours plus tard, assassiné le directeur d'une société filiale d'Air Liquide. Et pour ce motif, les quatre accusés risquent la peine de mort.

Charlie Ching, l'un des accusés, s'est présenté aux élections législatives partielles de septembre 1976 puis à celles de mars 1978 (où les partis indépendantistes totalisèrent 6,7 % des voix). Il apparaît aujourd'hui comme un chet de file de l'indépendantisme tahitien. Il est accusé d'être res-

ponsable de l'organisation des attentats d'août 1977. Et en fait, en leur faisant endosser la responsabilité d'un meurtre, les autorités veulent se débarrasser de Charlie Ching et de ses camarades, en les assimilant à des criminels de droit commun.

En fait, à Papeete, le 10 mai,

c'est le procès de ceux qui, contre la domination de l'impérialisme français, revendiquent l'indépendance de leur pays, qui s'est ouvert.

Ils doivent recevoir le soutien des travailleurs français.

Pierre MIGENNES

Tahiti est l'une des 130 îles de la Polynésie restées sous domination française : celleci — 200.000 habitants répartis dans de multiples îles sur une superficie voisine de celle de l'Europe, outre les charmes de Tahiti, est connue pour être le champ d'expérimentation nucléaire de l'armée française depuis 1963. Et cette implantation, si elle a augmenté

la richesse des colons métropolitains et d'une élite locale
a surtout bouleversé la vie des
populations mélanésiennes,
ruinant l'agriculture traditionnelle et attirant à Papeete, la
capitale, un prolétariat déraciné. Et aujourd'hui le Centre
d'essais du Pacifique amorce
son retrait, provoquant le marasme économique.

"Shalom Israël": un symbole

Les trente ans d'existence de l'Etat d'Israël ont été célébrés dimanche 7 mai par la communauté juive de France, notamment en organisant une fête baptisée « Shalom Israël », au Palais de la Défense près de Paris, qui a été l'occasion pour beaucoup de manifester leur soutien à la politique du gouvernement d'Israël

Mais, parmi les stands de groupes qui animaient cette fête, celui d'Identité et Dialogue, mouvement réunissant des Juifs originaires du Maroc, proposait au public la signature d'un appel pour la paix immédiate en Israël qui a recueilli 3.000 signatures.

Et la présence du stand qui arborait le s l o g a n « Pour un dialogue judéoarabe », n'a pas eu l'heur de plaire à certains sionistes qui soutiennent la politique belliciste de Begin. Par deux fois, le stand a été attaqué par des membres du groupe juif d'extrême-droite Betar, affublés d'habits militaires. A croire que ces nervis tenaient, en ce trentième anniversaire à bien rappeler ce qu'est aujourd'hui Israël : oppression du peuple palestinien chassé de ses territoires; pas de paix pour les Juifs euxmêmes; guerre à ceux d'entre eux qui désireraient et réclameraient cette paix.

Mais les agissements des groupes d'extrême-droite ne peuvent annuler la prise de conscience de toute une partie des Israéliens, exprimée par la manifestation « pour la paix tout de suite » qui avait rassemblé 30.000 participants le 1er avril à Tel-Aviv. Et il reste qu'une politique de cohabitation fraternelle des peuples au Moyen-Orient est la seule alternative réelle à la politique sanglante menée par le gouvernement israélien.

Viviane LAFONT

CGT, CFDT, FO chez Ceyrac:

Les dirigeants syndicaux se prêtent au jeu gouvernemental

La semaine aura donc été marquée par les entrevues entre les leaders des centrales syndicales CFDT, FO et CGT et Ceyrac, le représentant des patrons. Et comme il était prévisible, le patronat n'a rien

Au contraire, il n'a fait que développer plus franchement ses positions. Fort de la victoire de la droite, le patronat ne cache plus aujourd'hui sa volonté de s'en prendre encore plus gravement aux tra-vailleurs. Les actuelles liquidations d'entreprises, qui se traduisent par des centaines de travailleurs jetés sur le pavé, en sont la preuve. Mais plus encore, le patronat entend bien s'en prendre à l'ensemble de la classe ouvrière en remettant en cause un certain nombre de ses acquis.

Ainsi, Ceyrac s'est affirmé partisan d'un calcul de la durée du temps de travail, non plus sur une base hebdomadaire, mais annuelle, sous couvert de « donner la possibilité aux salariés de gérer temps de travail et temps de loisirs ».

Il s'est aussi déclaré pour un système de garantie des ressources, non plus mensuel comme actuellement, mais annuel. Enfin, le CNPF serait favorable à la réduction du temps de travail ; mais en fonction des entreprises et à condition que les travailleurs acceptent de ne recevoir qu'une compensation partielle.

En fait, toutes ces mesures reviendraient à soumettre les travailleurs aux aléas de la production et à réintroduire, par exemple, sous une forme ou sous une autre, le système de l'embauche saisonnière : les horaires et les salaires diminueraient en période de basse conjoncture, et augmenteraient lorsque les affaires reprendraient, le patronat n'étant plus tenu que par un horaire et un salaire moyens.

On comprend que pour imposer tout cela Ceyrac déclare qu'il veut introduire « plus de souplesse » dans les négociations patronat-syndicats, en discutant « tous azimuts ». Et il est significatif que plutôt que de discuter au plan national, le patronat préfère traiter branche par branche, entreprise par entreprise. Cette « souplesse », on s'en doute, serait tout à son avantage car il pourrait négocier ainsi en fonction de la conjoncture économique et face à des travailleurs divisés, isolés par corporation et même par entreprise et ainsi plus soumis à la pression et du patronat et de la conjoncture elle-même.

Or, face à cette volonte non dissimulée du patronat non seulement de ne rien céder, mais encore de s'attaquer au niveau de vie de la classe ouvière, les organisations syndicales ne bronchent pas. Au contraire, c'est à qui de FO, de la CFDT ou de la CGT sera le champion de la négociation; Bergeron, quant à lui, rappelant haut et fort que, sur ce terrain, il a toujours été le premier à s'asseoir et à signer.

Certes, l'appréciation des leaders syndicaux sur les perspectives des négociations varie à quelques nuances près. La CGT se montre plus sceptique que FO ou la CFDT Séguy déclare en sortant de chez Ceyrac que « cette réu-



D'après Georges Séguy, l'entrevue avec Ceyrac a « exploré des zones désertiques ». Mais en s'affirmant prêt à continuer ces « négociations », Séguy rentre dans le jeu gouvernemental.

nion était prévue pour être exploratoire, en fait l'exploration a traversé des zones désertiques », ajoutant que « si les discussions dans les branches professionnelles se déroulent dans l'esprit de la lettre de M. Barre et des propos tenus aujourd'hui par le CNPF, nous aurons droit à des par-'ottes sans grand intérêt pour les travailleurs ». Mais que pro-

pose-t-il d'autre ? Rien, puisqu'il ne se plaint du peu que le patronat lâche dans ces négociations que pour ajouter qu'il est d'accord, comme les autres dirigeants syndicaux, pour continuer ce petit jeu de la concertation dont il reconnaît lui-même l'inutilité. Pas plus Séguy que Maire ou Bergeron ne proposent une mobilisation quelconque de la

classe ouvrière pour faire aboutir les revendications des travailleurs.

Ce serait pourtant la seule voie : faute de quoi les syndicats ne font que se prêter au jeu du patronat et du gouvernement qui consiste à lanterner les travailleurs, tout en préparant de grandes attaques contre eux.

Roger MEYNIER

Le PCF et la mascarade de la "Conférence du désarmement"

cialiste fera donc partie à l'ONU le 25 mai, avec Giscard d'Estaing, de la délégation française à l'assemblée extraordinaire sur le désarmement. Le Parti Socialiste avait en effet répondu positivement à l'offre du président de la République de faire partie de cette délégation.

Le PCF, lui, n'aura pas de représentant dans la délégation française à l'ONU. Giscard d'Estaing avait pourtant fait cette offre de participation aux deux partis de l'opposition, dans le cadre de « l'ouverture » qu'il pratique depuis le lendemain des élections législatives. Mais le PCF avait répondu qu'il ne pourrait decider de cette participation qu' « après avoir entendu les propositions que compte faire le chef de l'Etat (à la conférence sur le désarmement) et

raissaient correspondre aux nécessités d'une action constructive de la France pour la paix et le désarmement ».

Mais la composition de la délégation à l'ONU a été arrêtée par le gouvernement avant que le PCF ait pu entendre « les propositions du chef de l'Etat », un entretien sur les problèmes du désarmement ne devant avoir lieu que le 12 mai. Résultat : le PCF qui n'a pas donné à temps de réponse positive, ne sera pas du voyage.

Le gouvernement a sans doute voulu signifier par ce geste au PCF que, lorsqu'on veut profiter de « l'ouverture », il faut décidément lui dire « oui » plus vite que ça. Quant au.PCF, il proteste, en parlant de « l'ostracisme » du gouvernement à son égard. Máis cela n'ôte rien au fait qu'il

Une délégation du Parti So- si ces propositions lui appa- était tout prêt à se rendre à participent à des conférences New York pour participer, comme le PS, aux côtés du gouvernement français, à la comédie de la conférence pour le désarmement.

> En effet, ce que souhaite rait le PCF de la participation française à une telle conférence c'est, selon l'Humanité, que la France « manifeste par ses initiatives sa volonté politique d'œuvrer pour le contrôle et la limitation, quantitative et qualitative, des armements. Agissant ainsi, en toute indépendance, notre pays rehausserait son rayonnement international ».

Mais quelle différence y a-til entre ce verbiage et celui auquel se livrent à longueur d'année tous les gouvernements du monde qui tous, tout en construisant leurs bombes et autres matériels militaires, et font des « propositions constructives » — ou du moins qu'ils déclarent telles - pour le « désarmement ». Et aucune de ces conférences n'a jamais empêché un de ces gouvernements de construire une seule arme! Tout comme les déclarations de Giscard à cette prochaine conférence n'empêcheront pas la France de continuer à être un des premiers « marchands de canons » du monde!

Eh bien, qu'on se le dise. Si le PCF ne se rend pas à la conférence de l'ONU avec le PS, ce n'est pas parce qu'il répugne en quoi que ce soit à participer à cette mascarade. Et il tient même à ce qu'on sache que dans ce domaine il est prêt à être très « constructif ».

André FRYS

Giscard-Chirac: la politique de la peau de banane

Ils sont d'accord sur tout, mais ils ne doivent pas le montrer car ils sont rivaux : alors, ils s'inventent des querelles, ils se chamailient pour entretenir l'idée que quand même, ce n'est pas « blanc bonnet et bonnet blanc ». Comme ils votent tous en chœur à l'Assemblée pour la même politique d'austérité, ils se font des croche-pattes à la sortie pour qu'on sache bien qu'ils ne sont pas de bons copains.

Giscard a décidé, depuis 1974, que le 8 mai, anniversaire de la victoire de 1945, ne serait plus commémoré. Alors, Chirac rouspète parce que le 8 mai n'est pas célébré assez dignement et il fait lire et placarder dans ses mairies d'arrondissement un discours ronflant sur le thème du patriotisme. Et hop!

On attend la prochaine. Nul doute que ce petit jeu va durer, il faut bien que les politiciens s'amusent.

Yvette BLONDIN

Les Palestiniens continuent à se battre malgré l'intervention israélienne...

et malgré l'ONU

Les accrochages continuent au Liban entre Palestiniens et Casques bleus : mardi 9 mai, six Palestiniens étaient tués et un Casque bleu blessé dans un affrontement entre une patrouille norvégienne et un groupe de combattants palestiniens.

L'ONU se trouve amenée à accroître les effectifs engagés : c'est maintenant de 4 000 à 6 000 que le Conseil de sécurité a décidé de faire passer le nombre de ses Casques bleus. Et cela donne finalement la mesure de l'échec de l'opération engagée : sous prétexte de paix, l'ONU s'enlise dans la guerre avec les Palestiniens. C'est que, après l'invasion du Sud-Liban par les troupes israéliennes, l'envoi du contingent de l'ONU revient en fait à prêter mainforte à Israël, en tentant d'empêcher les Palestiniens de réoccuper la zone dont les Israéliens les ont chassés.

Mais pas plus l'autorité de l'ONU et la couleur des casques dont sont affublés les paras français, norvégiens ou autres que la violence du massacre fait par les troupes israéliennes lors de l'invasion du Sud-Liban, n'ont suffi à désarmer la résistance des Palestiniens qui refusent d'être les éternels sacrillés, chassés de chez eux, puis à nouveau massacrés et pourchassés partout où ils se réfugient.

C'est cela que démontrent les accrochages persistants, et



Un char des Nations unies détruit durant les heurts entre Palestiniens et contingent de

l'embarras visible aussi bien du secrétaire de l'ONU que des gouvernements qui, comme le gouvernement français, se sont fait gloire d'envoyer un contingent sur place, soidisant pour « instaurer la

Olivier BELIN

La dictature impuissante à enrayer le mouvement de protestation

Les 9 et 10 mai, de nouvelles émeutes ont éclaté dans plusieurs villes d'Iran. A Tabriz, les heurts entre étudiants et policiers auraient fait douze morts. A Qom, la police, tirant sur des manifestants, aurait fait plus de quarante victimes. Dans plusieurs villes, des banques ont été attaquées. La grève des commerçants des bazars (marchés) touche au moins cinq grandes villes - dont la capitale, Téhéran, où le marché, après avoir été occupé par l'armée, a été fermé.

Les émeutes débordent largement les milieux universitaires. Elles sont maintenant en partie dirigées par l'opposition religieuse au chah; Qom, ville où l'émeute a pris le plus d'ampleur, est une ville « sainte ». Et c'est dans le cadre de la journée de deuil organisée mardi par les chefs de l'Islam chiite - c'est le rite islamique majoritaire en Iran - pour commémorer les morts des précédentes manifestations, que les troubles se sont développés.

Cette prise de position con-

tre lui de toute une partie de la hiérarchie religieuse illustre l'isolement politique du chah. Il ne peut même pas donner le change en procédant, par exemple, à une tentative de « libéralisation » de façade du régime, en faisant appel à des personnalités d'opposition, moins discréditées que les hommes du régime lui-même, pour cautionner cette « libéralisation ». Car des années de répression ont fait autour du régime le vide total, y compris dans les couches dirigeantes.

C'est pourquoi, aujourd'hui, le régime du chah ne sait obéir qu'à une logique, celle d'une répression toujours accrue. D'après Amnesty International, il y aurait actuellement en Iran de 25.000 à 100 mille détenus politiques. Depuis 1973, plus de trois cents exécutions ont eu lieu à l'issue de procès. Des dizaines de prisonniers sont morts sous la torture. Et, depuis plusieurs mois, la SAVAK, police secrète du chah chargée de la répression, est relayée par des commandos paramilitaires qui enlèvent et assassinent à coups de couteaux et de gourdins des opposants. En

février et mars derniers, la ré-

pression a fait des centaines de victimes, et l'on ne compte plus le nombre des personnes arrêtées ou portées disparues.

Mais cette répression, qui se traduit encore aujourd'hui par plus de cinquante victimes a beau se renforcer, elle est en fait de moins en moins efficace. Elle n'a pas empêché le développement des manifestations et des émeutes, et qu'un nombre de plus en plus grand d'Iraniens manifestent violemment leur opposition au chah. C'est peutêtre une explosion de grande ampleur qui se prépare en

Jean-Jacques LAMY

Portugal: le FMI pose ses conditions, Soares les impose

portugais a approuvé, mai dernier, l'accord signé avec le Fonds Monétaire International. Cet accord comporte l'ouverture par le FMI d'un crédit supplémentaire de 50 millions de dollars, et surtout il conditionne un prêt de 750 millions de dollars qu'un regroupement de grandes puissances (dont pour la principale part les USA et la RFA) avait décidé d'accorder au Portugal mais seulement si elles avaient l'avail du FMI.

Cet accord avec le fonds monétaire était en négociation depuis l'été dernier et si le gouvernement portugais a finalement accepté de le signer malgré les conditions draconiennes imposées par cet organisme international, c'est qu'il n'arrivait pas à faire face à la crise que connaît le pays : le Portugal est un des pays d'Europe qui connaît le plus

la population active), l'inflation a atteint 30 % en 1977 et le déficit de la balance des paiements la somme de 1,5 millard de dollars.

Mais les conditions que les grandes puissances et en premier lieu les USA, au travers du FMI qu'elles contrôlent, imposent pour ouvrir un crédit n'ont qu'à peine été assouplies par rapport à celles que le Portugal avait refusées en décembre dernier. Au lieu d'exiger une dévaluation immédiate de 20 %, qui s'ajoute à ia dévaluation de 22 % effectuée en 1977, le FMI n'exige plus qu'une dévaluation immédiate de 5 % mais suivie ensuite d'une dévaluation de 2 % chaque mois. D'autre part, il impose un relèvement important du taux d'escompte, ce qui, en renchérissant le crédit, devrait freiner l'inflation mais au prix d'un accrois-

Le Conseil des ministres fort taux de chômage (14 % sement du chômage. Ces mesidérablement le coût de la vie au Portugal sont complétées par l'exigence d'un blocage des salaires, et le FMI s'arroge le droit de venir contrôler tous les trois mois que cette politique d'austérité qu'il impose est bien respectée.

Et ce sont encore une fois les classes laborieuses portugaises qui, par la hausse des prix et l'accroissement du chômage, vont faire les frais de la crise économique. Ainsi en ont décidé les bourgeoisies des grandes puissances industrielles, ainsi l'a accepté le gouvernement du « socialiste » Soares, car il n'est pas question pour lui de chercher une autre voie, celle qui consisterait au contraire à s'en prendre aux intérêts des capitalistes.

Mais oui, les bateaux français provoquent aussi des marées noires!

Un pétrolier grec de 18 000 tonnes, l'Eleni V, a été éperonné et coupé en deux par le minéralier français Roseline au large des côtes Est de l'Angleterre. Malgré le « cocorico » général de la presse trançaise, écrite et parlée, qui n'a pas manqué d'insister sur le fait que le bateau français n'avait pas causé grand dégât, et que le navire accidenté n'était qu'un petit pétrolier, bien incapable de provoquer une marée noire sérieuse, néanmoins, au bout de quelques jours, une vingtaine de kilomètres de côtes anglaises ont été pollués.

Et encore, on est passé à côté de la catastrophe : en coulant, le pétrolier grec a bien failli couper le pipe-line amenant en Angleterre le gaz de la Mer du Nord qui passe justement à cet endroit, au fond de la mer!

Dans tous les pays d'Europe et quelle que soit la nationalité des navires immédiatement responsables, les catastrophes maritimes se succèdent, prouvant que les indispensables mesures de sécurité ne sont pas respectées.

J.H.

Arrestation de deux dirigeants noirs

Le jeudi 4 mars, cinq jours à peine après la fondation de l'AZAPO (Azanian People's Organisation), nouveau parti de la « Conscience Noire », le gouvernement de Johannesbourg a fait arrêter ses deux principaux leaders, son président Ishmaël Mkhabela qui est aussi président d'un Comité d'action de Soweto, et le secrétaire de l'organisation, Lybon Masaba.

C'est en effet le dimanche précédent que dans une église de Roodepoort, près de Johannesbourg, où s'étaient réunis quatre-vingt délégués noirs, métis et indiens, qu'avait été fondé l'AZAPO. Ses fondateurs avaient décidé, plutot que d'agir clandestinement, de choisir la voie légale. Eh bien l'AZAPO n'aura pu choisir cette voie que quatre jours. Car pour le gouvernement raciste de Johannesbourg, il n'est pas question de tolérer. un mouvement noir, d'autant plus que l'AZAPO se référait à la « Conscience Noire », mouvement qui a eu une influence déterminante dans le mouvement lycéen et les émeutes de juin 1976.

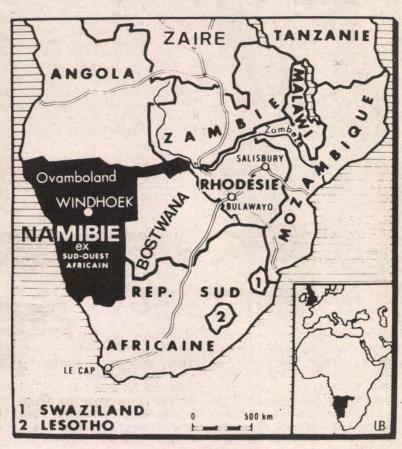
La réaction à l'automne dernier contre l'assassinat du leader noir Steve Biko, assassiné le 12 septembre dans sa prison, avait montré la vivacité de la révolte des noirs d'Afrique du Sud; le gouvernement avait réagi comme toujours par la répression et par l'interdiction, décrétée le 19 octobre dernier, des dixhuit organisations qui se réclamaient de la « Conscience Noire ». Aujourd'hui il compte encore, par l'arrestation des dirigeants de l'AZAPO des la création de ce mouvement - et alors que celui-ci s'apprétait à organiser un vaste rassemblement pour prouver le soutien dont jouissent ses idées - faire taire toute expression de mécontentement. Mais depuis déjà quelques années en Afrique du Sud la

répression, loin de museler la population, ne fait qu'accroître sa colère contre le régime raciste. Et l'arrestation des leaders de l'AZAPO ne peut que la confirmer - la lutte politique légale lui étant inter-

dite -- dans sa volonté d'employer tous les moyens nécessaires pour mettre fin à son oppression par les racistes blancs.

Olivier BELIN

L'armée sud-africaine massacre



Le 4 mai l'armée sud-africaine a lancé un raid sur la ville de Cassinga, au Sud de l'Angola, où se trouvent de nombreux réfugiés namibiens. Selon l'Angola, l'opération, montée surtout avec des Mirage qui ont bombardé la ville, a fait plus de 600 morts.

La Namibie est ce vaste pays, à demi désertique, situé entre l'Afrique du Sud et l'Angola, et que l'Afrique du Sud s'était annexé. L'Afrique du Sud a pourtant admis le principe de son indépendance avant la fin de cette année. Mais en même temps, elle continue de combattre le principal mouvement qui lutte, les armes à la main, pour l'indépendance, la SWAPO. Le gouvernement sud-africain accuse la SWAPO de mener sa guérilla à partir de l'Angola et les camps de réfugiés comme celui de Cassinga de leur servir de base : mais la quasi-totalité des 600 tués étaient des civils, souvent des enfants.

L'Afrique du Sud, si elle veut bien d'une indépendance nominale pour la Namibie compte bien

pouvoir continuer à la placer sous sa domination militaire, continuer à contrôler ses énormes richesses minières. Outre le fameux bantoustan du Transkeï, elle a déjà réussi une telle opération avec certains petits Etats noirs qui sont reconnus internationalement (Lesotho, Swaziland, Botswana) mais qui sont des protectorats de fait de l'Afrique du Sud. L'Afrique du Sud prétend même garder le principal port namibien. Walwis Bay.

C'est pour maintenir cette domination, pour affaiblir le p'us possible la SWAPO, pour intimider l'Angola, que l'Afrique du Sud n'hésite pas à bombarder et à massacrer.

Le représentant français à l'ONU s'en est indigné, bien hypocritement, prétendant « réprouver » l'attaque sud-africaine. Mais les Africains ne sont sûrement pas prêts d'oublier que c'est avec des avions livrés par la France que l'Afrique du Sud a pu mener une telle opération.

Jean HAINAUT

La France, gendarme de l'Afrique

Ainsi, immédiatement après être intervenu spectaculairement au Tchad, contre le Frolinat, les avions militaires français basés en permanence à Dakar, au Sénégal, sont intervenus cette fois au Sahara Occidental, contre le Polisario.

Giscard a d'ailleurs, de ce point de vue, un beau palmarès à son actif : en plus du Tchad et de la Mauritanie où l'armée française intervient de façon plus ou moins directe en permanence depuis plusieurs années, il était intervenu par exemple directement en avril 1977 pour venir en aide au régime de Mobutu menacé par une rébellion.

L'impérialisme français défend bien sûr en Afrique ses intérêts économiques. Mais surtout, en apportant son soutien militaire aux régimes existants, serviteurs de l'impérialisme, il se constitue en gardien du statu-quo légué par les anciennes puissances coloniales.

Car le découpage des Etats qui est issu de la décolonisation est, du point de vue des peuples, la plupart du temps aberrant. Il ne re-

cune réalité économique, est prêt à venir défendre, les humaine, ou politique. Il vise armes à la main, le partage simplement à permettre à de l'Afrique héritée du colol'impérialisme un contrôle plus aisé des Etats indépendants mis en place.

Le partage des étendues [sahariennes en une dizaine d'Etats est une bonne illustration de cette situation.

Or cette situation, parce qu'elle ignore les aspirations des populations, est, à plus ou moins long terme, explosive. Et elle trouve par exemple sa traduction dans la révolte du Frolinat au Tchad, du Polisario au Sahara Occidental, du Front de libération de l'Erythrée en Ethiopie.

L'équilibre mis en place par les anciennes puissances coloniales est en fait fragile.

Et en soutenant, hier le régime de Mobutu au Zaïre, aujourd'hui de Malloum au Tchad, ou bien les armées de la Mauritanie et du Maroc contre le Polisario, c'est ce statu-quo que le gouvernement français défend : il veut non seulement maintenir des régimes serviteurs de l'impérialisme, mais aussi montrer à tous les peuples

couvre le plus souvent, au- d'Afrique que l'impérialisme

Et en cela d'ailleurs, l'impérialisme français apparaît comme le défenseur en Afri-

que des intérêts généraux de l'impérialisme, autant que de ses intérêts propres.

Jean-Jacques LAMY

L'impérialisme français au secours de l'armée mauritanienne

Les 3 et 4 mai, six avions Jaguar français sont intervenus contre une colonne du Polisario, à plus de 150 kilomètres de Zouérate, au Sahara Occidentai.

C'est la seconde fois que l'armée française intervient ainsi directement dans la guerre du Sahara occidental : le 14-15 et le 18 décembre derniers, l'aviation militaire française avait déjà mitraillé et bombardé au phosphore des troupes du Polisario.

Pour justifier cette intervention, de Guiringaud, ministre des Affaires étrangères, lors du club de la Presse d'Europe 1. dimanche 6 mai, a simplement expliqué qu'il s'agissait d'aider « la Mauritanie à reconstituer son armée, à se défendre ». Et à l'appui de ses dires le ministre affirmait tranquillement que les avions étaient intervenus à l'intérieur des frontières de la Mauritanie - ce qui est démenti par toutes les informations.

En fait, d'après le Polisario, les Jaguar français seraient intervenus pour dégager des troupes marocaines encerclées par des combattants sahraouis.

Le gouvernement continue pourtant à

nier cette intervention directe dans la guerre entre le peuple sahraoui et les armées marocaine et mauritanienne. Et pour cela, il ne recule ni devant le mensonge, même le plus grossier, ni mème devant le ridicule (car invoquer l'agression de quelques milliers de combattants sahraouis contre les 15.000 hommes de l'armée mauritanienne et, pourquoi pas, contre les 30.000 hommes de l'armée marocaine, c'est cynique, et c'est ridicule).

L'impérialisme français, en fait, soutient, les armes à la main, directement, l'annexion par la Mauritanie et par le Maroc du Sahara occidental, contre le peuple sahraoui qui lutte pour son indépendance. Et il défend, par la même occasion, les intérêts qu'il possède dans les exploitations minières mauritaniennes.

Mais ce soutien n'a pas entamé la résistance énergique des combattants sahraouis : le seul fait que l'armée française, avec ses avions de combat, soit obligée, au bout de trois ans de guerre, d'intervenir pour soutenir les troupes mauritaniennes suffirait à le prouver

Carter joue les justiciers

Le 17 avril, Carter s'en est pris aux « groupes d'intérêts puissants, riches, influents ». Il a protesté contre le fait qu'à son avis, c'était « le travailleur américain moyen qui paye la note pour les riches, alors que d'autres déduisent de leurs impôts des repas à prix élevés, de coûteux billets de théâtre, des places aux compétitions sportives, des voyages en première classe et même leur cotisation à des clubs ». Une semaine plus tard, il est revenu sur le sujet, évoquant le cas d'un médecin qui avait déduit - légalement - 14 000 dollars de sa déclaration d'impôts pour les réceptions qu'il organisait à bord de son yatch, puis celui d'un chef d'entreprise qui avait fait de même avec les 338 repas d'affaires pris dans l'année. « C'est l'américain moyen, le travailleur qui doit payer les impôts à la place de ce tyype, c'est un abus grossier ».

Carter a depuis abordé un autre thème avec toujours autant de passion : le 3 mai, au cours de sa tournée dans les Etats de l'Ouest, il a déploré devant le barreau de Los Angeles que, sur les « cinq cent vingt-cinq juges fédéraux, vingt seulement étaient noirs ou d'origine hispanique et six seulement étaient des femmes ».

Carter s'en est encore pris à la prolifération des avocats qui avantagent les riches, au nombre important de pauvres en prison et aux brutalités policières à l'égard des Chicanos. Il pourrait d'ailleurs con-



tinuer, car la liste des abus à dénoncer dans la grande démocratie américaine n'est certainement pas close.

Mais Carter a beau jouer les fermiers du Sud venus à Washington mettre les pieds dans le plat et faire la guerre aux abus des riches, cela ne prend pas. Après tout, c'est le président qui nomme les

juges fédéraux et, sur les trente-deux nommés depuis un an, depuis que Carter a pris ses fonctions, il n'y a que deux Noirs et une seule femme.

Et lorsqu'il l'a fallu, il a su clairement intervenir aux côtés des puissants. On l'a bien vu lors de la récente grève des mineurs américains, où il a fait appliquer les pires lois réactionnaires contre les grévistes, des lois datant, comme la loi Taft-Hartley, des années de la pire époque du maccarthysme, de la lutte contre les « rouges » et les syndicalistes. Là, tout comme ses prédécesseurs, les autres présidents des USA, il a su se montrer le représentant

battre aux Etats-Unis.

en Union Soviétique ».

commande!

des classes possédantes.

Le ton populiste est peutêtre une tentative pour redorer un blason quelque peu terni ces derniers temps — les sondages ne lui donnent plus que 29 % de satisfaits. Carter donnera difficilement le change à ceux qui jugent sur les actes et non sur les discours. Frédéric FERRIERES

Brésil

Un camouflet à la dictature de Geisel

Quatre-vingt-un prisonniers politiques au Brésil ont engagé une grève de la faim pour obtenir la fin du régime d'isolement imposé à deux d'entre eux, condamnés à perpétuité.

Hors des geôles du dictateur Geisel, des voix ne craignent pas de s'élever publiquement pour apporter leur soutien aux prisonniers en lutte. Le 4 mai, dans plusieurs villes du pays, des manifestations se sont déroulées à l'initiative de groupements de parents de détenus, d'intellectuels et de diverses associations

Ainsi, malgré la terreur imposée par le régime, malgré les arrestations, la torture, les exécutions sommaires perpétrées par le tristement célèbre « escadron de la mort », les dictateurs brésiliens ne peuvent parvenir à étouffer totalement toute opposition.

Le Brésil n'a pas manqué

d'individus courageux pour dénoncer les exactions du pouvoir, au risque de leur liberté et souvent de leur vie. Aujourd'hui ces manifestations publiques sont une véritable gifle adressée à la dictature de Geisel; elles sont en même temps un espoir, un moyen de redonner confiance à tous ceux qui, au Brésil, ont envie de crier leur haine du régime

HD

UR55

Constituer un syndicat, un délit!

Vladimir Klebanov, l'un des fondateurs du syndicat indépendant qui tente de se constituer en Union Soviétique, vient d'être transféré d'un asile psychiatrique à la prison de Donetsk.

Arrêté le 7 février dernier, Klebanov avait été interné avec d'autres militants du syndicat indépendant. Cette fois-ci, la police soviétique a décidé de tenter d'isoler Klebanov de ses compagnons, en l'enfermant derrière les hauts murs d'une prison.

Pour les bureaucrates, il s'agit en effet d'un dangereux récidiviste : il a déjà été interné plus de quatre ans en hôpital psychiatrique pour avoir tenté de créer dans les années 1960... un syndicat indépendant.

A croire les déclarations des bureaucrates qui dirigent l'URSS, dans ce pays ce serait le socialisme, les travailleurs auraient le pouvoir et l'Etat serait à leur service. Seulement, gare à l'ouvrier qui veut créer un syndicat!

Voilà qui donne tout leur sens aux discours de Brejnev, lors de son voyage en Allemagne, sur le sort des peuples!

Prix du pétrole : les producteurs sont perdants, les consommateurs aussi

La paille

et la poutre

Lors de sa tournée dans les Etats de l'Ouest des Etats-Unis, Carter a reproché à l'URSS sa politique et

ses interventions en Afrique. A cette occasion, il a dé-

claré qu'il « existait un racisme inné envers les Noirs

Il faut quand même un certain culot pour se donner

des airs de champion de la lutte contre le racisme, en particulier contre le racisme anti-Noirs, quand on est

le président d'un pays où justement le racisme contre

les Noirs est toléré, érigé en système et même entre-

tenu par la police, par l'appareil d'Etat auquel on

est bien un pays au monde où il y a beaucoup à faire

contre le racisme justement, c'est tout de même bien

les Etats-Unis! Ce pays où les Noirs sont relégués aux postes les moins qualifiés, les moins rémunérés.

Logés dans des conditions insalubres dans des ghet-

tos, ils sont les premiers au chômage, les plus nom-

breux en prison et ils subissent chaque jour la violence

il a du travail à faire. Aucun doute. Mais s'il s'agit sim-

plement de paroles démagogiques - comme c'est le

cas - alors il est en effet tellement plus commode

de dénoncer en URSS les maux qu'il oublie de com-

Si Carter veut réellement lutter contre le racisme,

Alors, il y a peut-être du racisme en URSS, mais s'il

La dernière réunion des ministres de l'OPEP (l'Organisation des pays exportateurs de pétrole) qui s'est tenue les 6 et 7 mai à Taif, petite ville d'Arabie Saoudite, vient d'annoncer qu'il n'y aurait pas d'augmentation du prix du pétrole en 1978.

En décembre dernier, une décision identique avait été prise, et c'est maintenant au total une année entière de gel du prix du pétrole que l'Arabie. Saoudite et l'Iran — les deux principaux producteurs de pétrole —, qui ont imposé leur point de vue aux autres pays producteurs, offrent aux grandes compagnies pétrolières.

Pour les compagnies, d'ailleurs, ce maintien des prix revient à une baisse, à cause de la dévaluation du dollar. Les pays exportateurs ont ainsi estimé que la perte due à la dévaluation du dollar leur avait coûté 15 % de perte sur leurs recettes réelles en 1977, ce qui se traduit par des milliards de dollars de manque à gagner.

Le consommateur, lui, continue à subir les hausses. Ces hausses, les différents gouvernements continuent à les justifier par des discours sur les « économies d'énergie », le pétrole « rare » et « cher ». Entre l'Etat qui augmente l'essence pour remplir ses caisses et les compagnies qui profitent joyeusement du gel des prix à la production, les consommateurs sont grugés, les pays producteurs aussi.

Y.B.





Des manifestations étudiantes..



...à la grève générale.



Le mythe de l'Etat fort gaulliste s'effondre...

Voilà maintenant dix ans que l'explosion de Mai 68 secouait le pays tout entier, suscitant chez beaucoup un immense espoir.

Aujourd'hui où, au lendemain de leur nouvelle défaite électorale, les partis de gauche n'ont finalement rien d'autre à proposer aux travailleurs que la résignation et l'attente des présidentielles de 1981 ou des législatives de 1983, il n'est pas inutile de se rappeler ce qu'a été et ce qu'a apporté un mouvement comme Mai 68.

Ces événements restent toujours à l'esprit de tous ceux, étudiants ou travailleurs, qui y ont participé. Car Mai 68 a créé une coupure dans le pays, à tel point qu'on a pu pendant longtemps parler d' « avant » et d' « après » Mai 68.

D'abord parce que Mai 68 a apporté un flagrant démenti à tous ceux qui pensaient révolu le temps des grèves générales, et pourquoi pas des révolutions, à tous ceux qui jugeaient la classe ouvrière incapable d'entrer en lutte dans les pays capitalistes avancés.

Ces événements ont montré que de vastes mouvements sociaux, mettant en branle des millions d'individus étaient possibles, ont montré ce qu'ils pouvaient apporter.

Mais cela n'est pas tout. Mai 68, ce fut aussi l'essor, la floraison de la contestation. Des facultés, transformées en véritables bouillons de culture et de controverse, part en effet un grand mouvement de critique. Ce souffle de la contestation bouleverse les hiérarchies, passe au crible les valeurs établies, tourne en dérision les préjugés les plus tenaces.

Il règne sur Paris une atmosphère de liberté, de démocratie, de solidarité et de fête, qui laissera dans l'esprit des participants à ces journées des traces indélébiles.

Cet esprit de contestation a porté ses fruits. Depuis, des juges se sont organisés dans un Syndicat de la magistrature et refusent de jouer les gardes-chiourme des intérêts patronaux. Des médecins ont défendu publiquement le droit à l'avortement. Si durant ces années de tels hommes se sont levés pour refuser de cautionner leurs castes réactionnaires, c'est sans nul doute parce que Mai 68 était passé par là.

Alors, bien sûr, cet esprit de contestation a surtout touché certaines couches de la petite-bourgeoisie, intellectuelle en particulier.

Mais les événements de Mai 68 ont aussi permis à toute une génération de jeunes travailleurs, et de moins jeunes, de découvrir l'existence d'un courant révolutionnaire sur la gauche du PCF et de la CGT, leur ont révélé le rôle réactionnaire que pouvaient jouer ces organisations au sein de la classe ouvrière. Et si la présence et l'implantation des révolutionnaires durant ces dix dernières années a pu notablement se renforcer, si le drapeau rouge a pu réintégrer les cortèges ouvriers d'où les staliniens l'avait chassé, c'est grâce à Mai 68.

Alors, la meilleure façon de fêter ce dixième anniversaire de Mai 68, c'est de poursuivre la tâche d'implantation des idées et des militants révolutionnaires dans la classe ouvrière, dans toute la population, pour préparer de nouveaux Mai 68 et se donner les moyens, cette fois-ci, d'empêcher les trahisons.

Ce qui s'est passé en Mai 68

Daniel Cohn-Bendit : il a symbolisé le mouvement étudiant. Et c'est pour cela que le gouvernement français, dix ans après, lui interdit toujours de revenir en



De Gaulle : venu au pouvoir en 1958, au nom des intérêts généraux de la bourgeoisie française, il a mis fin à la guerre d'Algérie et à l'instabilité parlementaire de la IV République. Grace à son prestige d'homme de la Résistance et de la Libération, grâce à son passé d'home droite, il a imposé l'indépendance de l'Algérie. Il a modifié la Constitution, instauré un régime autoritaire, un Etat fort.

Ce régime, les partis de gauche le présentent comme inébranlable. Ils entretiennent soigneusement l'idée que toute lutte est vaine tant que les élections apporteront la majorité à De Gaulle. Les syndicats se contentent de lancer, de temps à autre, de petits mouvements « d'avertissement » de 24 heures. En fait, depuis dix ans, le régime gaulliste s'est assuré une relative paix sociale.

Pourtant, dès 1967, les signes d'un profond mécontentement font leur apparition. Des grèves éclatent. Pour la première fois depuis 1936, des travailleurs tentent d'occuper leur usine. Et, chose nouvelle, au cours de certains conflits, la population se solidarise avec les ouvriers en grève.

C'est qu'en dix ans le régime gaulliste s'est usé. De Gaulle, l'homme « prestigieux » qui s'es' fait plébisciter plusieurs fois en

Du 2 mai au 10 mai, les manifestations étudiantes se succèdent, malgré la brutalité de la répression policière qui, loin de décourager les étudiants, les fait descendre toujours plus nombreux dans la rue.

Lors de la nuit des barricades du 10 au 11 mai, la violence de la police est telle qu'elle soulève l'indignation de la population. Le Isndemain, l'UNEF, la CGT et la CFDT décident d'appeler à une journée de grève générale et à une manifestation pour le 13 mai. C'est un immense succès : le pays est paralysé, on parle d'un million de manifestants à Paris.

Du 13 mai au 25 mai, la grève générale prend le relais du mouvement étudiant.

Après le succès de la journée du 13, les premières grèves éclatent : le 14, à Nantes, Sud-Aviation est occupé; le 15, c'est au tour de Renault-Cléon. Le 16, toutes les usines Renault sont en grève. Le mouvement s'étend comme une traînée de poudre. Le 18, la RATP se joint au mouvement, ce qui, ajouté à la pénurie d'essence, donne une impression de paralysie générale. Le 20, tous les secteurs sont touchés par la grève. Pourtant, à aucun moment les organisations syndicales n'ont appelé et n'appelierdnt à la grève générale.

Du 25 au 30 mai, une semaine d'attente.

Pendant ce temps, le gouvernement a profité d'un voyage en Hollande de Cohn-Bendit pour l'interdire de séjour en France. Mais, à ce moment-là, toute la classe ouvrière a les yeux fixés sur les accords de Grenelle où syndicats ouvriers, patronat et gouvernement négocient la reprise du travail. Lorsque, le 27, Séguy présente les résultats de ces négociations aux ouvriers de Renault-Billancourt, les sifflets fusent. Le soir, les mouvements étudiants et révolutionnaires réunissent des dizaines de milliers de personnes au stade Charléty.

Conforté par l'attitude des syndicats à Grenelle et par l'inaction des partis de gauche, De Gaulle reprend l'initiative le 30. mai en annonçant la dissolution de la Chambre et l'organisation de nouvelles élections.

Du 30 mai au 12 juin, les syndicats organisent la reprise.

Dès l'annonce des nouvelles élections, le Parti Communiste, par l'intermédiaire de la CGT, va tout faire pour que la grève cesse avant les élections. Les syndicats appellent aux négociations secteur par secteur : le 31, les PTT reprennent le travail. Le premier juin, l'essence coule à nouveau. Le gouvernement se sentira même assez fort pour faire intervenir la police contre les travailleurs, à Renault-Flins le 7 juin, à Peugeot-Sochaux le 11, où deux travailleurs sont assassinés par la police.

Enfin, dernier acte avant les élections, le gouvernement dissout le 13 juin onze organisations révolutionnaires. Le PCF n'élève aucune protestation...

Les syndicats et les partis de gauche ont bradé la grève générale au profit d'élections qui vont consacrer une victoire écrasante de la droite.

obtenant les trois quarts ou plus des suffrages, cristallise désor-mais le mécontentement d'une partie de la population contre

Et en une semaine de bagarres au Quartier latin, les étudiants ont ouvert une brèche dans le régime gaulliste : le mythe de l'Etat fort s'effondre.



Le 13 mai 68

Des dizaines, des centaines de milliers de manifestants, un million dans la capitale : il est difficile de chiffrer les défilés impressionnants qui se formèrent un psu partout en France ce 13 mai 1968. Dans toute la France, les ouvriers, les enseignants, les étudiants decendirent dans la rue. On n'avait pas vu cela depuis 1936.

Cet immense élan de solidarité répondait à la nuit des barricades du vendredi 11 mai. Cette nuit-là, les bagarres qui duraient depuis plus d'une semaine au Quartier latin avaient atteint une ampleur sans précédent. Toute la nuit, les étudiants avaient affronté les forces de l'ordre, qui avaient riposté avec une sauvagerie particulière. Les blessés se comptaient par centaines.

La violence de cette répression avait soulevé dans tout le pays une indignation si protonde que les organisations syndicales et les partis de gauche avaient appelé à une grève générale de 24 heures, en solidarité avec les étudiants, et à des manifestations. Le Parti Communiste, procédant à un revirement spectaculaire, avait dû appeler à riposter pour défendre ceux que, la veille encore, il traitait de poignée d'aventuristes, d'irresponsables qui faisaient le jeu du pouvoir. Les dirigeants du PC avaient même dû accepter de partager la tête du cortège parisien avec ces « enragés » de leaders étudiants.

C'est qu'à la solidarité avec le mouvement étudiant venait s'ajouter le profond mécontentement de la population contre le régime gaulliste. 13 mai 1958 - 13 mai 1968 : dix ans exactement que la manifestation des Européens d'Alger, défendant l'Algérie française, avait servi de prétexte à De Gaulle pour accéder au pouvoir. « Dix ans, c'est trop »; « Dix ans, ça suffit ». Les slogans des manifestants du 13 mai étaient révélateurs.

Mais ce qui fut extraordinaire cette journée-là, c'est l'enthousiasme avec lequel les manifestants prirent conscience de leur force, de leur nombre. Le mouvement dépassait toutes les espérances.

Les manifestations des étudiants avaient ouvert une brèche dans le régime gaulliste. La manifestation du 13 mai 1968 servit de détonateur à la grève géné-



Un vaste

et un vent

La grève générale

A la suite des étudiants, les travailleurs entrent en lutte

Au lendemain du 13 mai, dans les entreprises, il y a « de l'électricité dans l'air ». On sent qu'il va se passer quelque chose, mais on ne sait pas trop quoi.

Dans les ateliers, les bureaux, à la cantine, on discute beaucoup, des affrontements des étudiants avec la police, de la Sorbonne qui est occupée et transformée en forum révolutionnaire, du succès de la journée du 13.

Les premières grèves éclatent en province. Le 14, les ouvriers de Sud-Aviation à Nantes occupent l'usine et séquestrent le directeur. Le lendemain, c'est le tour de Renault-Cléon.

La CGT sent la volonté des travailleurs d'entrer en lutte et ne veut pas courir le risque d'être débordée. Dans toutes les usines Renault, elle organise la grève, qui est totale, le 16 au soir; Renault est en grève — avec son accord.

Renault - Billancourt occupée, c'est un symbole et un signal pour toute la classe ouvrière. La grève s'étend comme une traînée de poudre. Les secteurs traditionnels entrent en lutte, imités par d'autres où les mouvements sont rares : les industries, les transports, le bâtiment, les assurances, la Sécurité sociale, les laboratoires de recherche, les employés de mairie et de préfecture, les cantonniers, les ouvriers agricoles, et bien d'autres.

La grève va toucher près de neuf millions de travailleurs. Les régions de province les plus éloignées, des milliers de petites entreprises sont touchées.

Des millions de travailleurs font

là leur première expérience de la lutte, apprennent qu'on peut se dresser face au patron. Tous les visages sont rayonnants.

Un mouvement politique...

Dès le début, malgré les affirmations des syndicats, la grève est politique. Dans beaucoup d'entreprises, elle éclate d'ailleurs sans qu'il soit formulé de programme revendicatif.

Les étudiants ont ouvert une brèche dans le régime, et les travailleurs s'y engouffrent derrière eux. Depuis dix ans, leur mécontentement s'est accumulé contre De Gaulle, maintenant ils le laissent éclater.

Les revendications que les grévistes adoptent sont : le salaire minimum à 1.000 F, le retour aux quarante heures, la retraite à 60 ans, mais aussi le paiement des heures de grève, ce qui est à l'époque une revendication nouvelle, qui paraissait utopique auparavant.

Le mouvement renoue avec la tradition des occupations d'entreprises de 1936. Sur beaucoup de bâtiments flotte le drapeau rouge... une autre tradition que les syndicats et partis de gauche avaient profondément enterrée.

...qui paralyse le pays...

Le pays s'installe dans la grève.

Plus un avion ne vole, plus un train ne roule. Les stations-service ne sont plus ravitaillées, l'essence est rationnée, alors on ressort les vélos remisés au garage. Le courrier ne circule plus, et si le téléphone automatique fonctionne à peu près, le manuel, lui, est soumis à un blocus rigoureux de la part des grévistes des standards. Les ordures ménagères s'entassent sur les trottoirs des villes.

La paralysie est totale et cela ne semble pas devoir s'arrêter de sitôt. Les travailleurs prennent conscience de leur force. Ce sont eux qui font tourner toute l'économie du pays. Il suffit qu'ils se croisent les bras tous ensemble pour que l'Etat soit désemparé et De Gaulle à deux doigts de s'en aller.

...mais a des limites

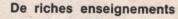
Les limites du mouvement sont dues aux illusions que les travailleurs se font sur les dirigeants syndicaux. Le nombre de grévistes est bien plus grand qu'en 1936, mais ceux-ci sont beaucoup moins présents pour occuper leurs entreprises, participer à la grève.

Pendant des années, les travailleurs ont vu les syndicats ne leur proposer que des mouvements tournants sans lendemain. Là, les syndicats prennent la grève en main, une grève illimitée, c'est ce que veulent les travailleurs. Ils n'ont pas conscience que ce n'est que pour mieux canaliser le mouvement et laissent les responsables syndicaux « faire leur boulot», tandis qu'ils rentrent chez eux attendre la suite des événe-

Les occupations, à part quelques exceptions, ne sont ainsi le fait que des responsables syndicaux et de quelques grévistes, qui tiennent les piquets de grève.

Quand les travailleurs les plus combatifs s'aperçoivent que les syndicats les trahissent et appellent à la reprise du travail, alors qu'ils sont nombreux à vouloir continuer pour obtenir plus que ce que le patronat et le gouvernement ont alors lâché, il est trop tard. Ils font durer la grève quelques jours de plus pour arracher

des revendications convenables, sifflent les responsables syndicaux, mais la direction de leur mouvement leur échappe.



Les enseignements du mouvement ont été nombreux pour la classe ouvrière et l'ont profondément marquée.

En Mai 68, chacun a pu se rendre compte que la grève générale est possible, la classe ouvrière a montré sa force et en a pris conscience. Elle a retrouvé des traditions telles que les occupations d'usine, et la fierté d'arborer le drapeau rouge.

De plus, les travailleurs ont obtenu satisfaction sur des revendications: des augmentations de salaires et, dans quelques entreprises, des diminutions d'horaires. La grève ne leur a de toute façon pas coûté de trop gros sacrifices, car ils ont obtenu d'être payés à 50 %, lesquels ne seront en général pas récupérés.

Et pour des millions d'entre eux c'est la première expérience de la lutte!

Quant aux travailleurs les plus combatifs, ils ont fait l'expérience de la trahison des syndicats, ils ont appris à s'en métier.

Après Mai 68, va apparaître toute une frange de travailleurs qui, dès le début des conflits, se méfient des directions syndicales et veulent avoir leur mot à dire.

Ces modifications importantes dans la conscience de la classe ouvrière sont parmi les fruits de la grève générale.



Les ouvriers de l'usine Renault-Billancourt assistent à un meeting d'information syndicale.



vive la 8 fête LUTTE OUVRIERE



Mai 1968, ce fut une explosion. Non pas tant cette explosion de violence que se sont plu à décrire ceux qui commandaient aux matraques policières de la rue Gay-Lussac à Paris, ceux-là mêmes qui décidèrent de faire des journées de Mai des journées de violence. Non, l'explosion de Mai, ce fut bien plus

Carte d'entrée

La carte d'entrée de la fête est valable pour les trois jours. Présentez votre carte aux camarades chargés du contrôle, sans détacher vous-même aucun des volets de cette carte... et conservez bien votre carte. Elle seule vous permettra d'entrer à la fête le iendemain.

Sortie provisoire

Ceux qui veulent aller faire une course ou aller à leur voiture peuvent sortir de la fête. Dans ce cas, une marque de tampon leur sera apposée. Attention : cette marque de tampon (dont la couleur change chaque jour) permet de rentrer à la iête le jour même. Le lendemain, seule la carte de la fête le permet.

Ceux qui sortent de la fête doivent savoir que tous les bois avoisinants, tous les champs sont des propriétés privées, dont les propriétaires interdisent l'accès. Nous demandons à tous nos amis, pour nous permettre d'avoir les meilleurs rapports avec nos voisins, pour éviter toute complication, de respecter ces propriétés et d'aller se promener, s'ils le désirent, dans la forêt domaniale qui se trouve à 1.500 mètres environ de la sortie (elle est fléchée).

Nous sommes convaincus que chacun aura à cœur de respecter ces quelques consignes indispensables au bon déroulement de notre fête.

u bon déroulement de notre fête. Merci d'avance !... Et bonne fête. une explosion de joie, de fraternité, qui permit à ceux qui se côtoyaient sans se parler de discuter, d'échanger leurs expériences, leurs idées, et de constater qu'en fin de compte ils avaient bien des choses en commun.

Ce fut la démonstration soudaine de ce courant de solidarité qui lie la classe ouvrière, tous ceux qui vivent de leur labeur, courant morce le, masqué, enseveli jusqu'alors, et qui d'un seul coup faisait surface.

Mai 68 ce fut encore l'affirmation de la force, de la puissance des travailleurs qui, par la négative, en arrêtant tous ensemble de travailler, faisaient la preuve qu'ils détiennent collectivement entre leurs mains taut ce qui est nécessaire au fonctionnement de la collectivité. Et c'est ce qu'exprimaient ces banderoles, au fronton des usines occupées, où l'on pouvait lire: « Rien n'est à eux, tout est à nous, tout ce qu'ils ont, nous l'avons créé ».

Mai 1968, en un mot, ce fut la fête, une fête où les drapeaux rouges réapparurent, faisant la nique aux drapeaux tricolores, où le son de l'Internationale couvrait enfin, dans les manifestations, celui de La Marseillaise.

Bien sûr, Mai 68 ce ne fut pas que cela, et nous ne l'oublions pas. Ce fut aussi l'enthousiasme, l'élan populaire canalisé puis brisé par la politique des organisations qui prétendaient et prétendent encore représenter les intérêts de la classe ouvrière. Ce furent les « accords de Grenelle », où l'on vit les dirigeants des centrales syndicales, pour une fois tous unis et d'accord, brader dans une belle unanimité la plus grande grève générale que la France ait connue. Ce fut cet immense mouvement de masse dévié des usines et des rues vers les isoloirs. Car Mai 1968 se traduisit en fin de compte par la défaite électorale de la gauche, d'une gauche qui cette fois encore préféra entraîner les travailleurs, les petites gens, tous ceux qui leur faisaient confiance, sur le terrain de l'électoralisme.

A dix ans d'intervalle, des rapprochements s'imposent, là encore. Il y a un peu plus d'un mois, le PCF et le PS affirmaient, en dépit de toutes les expériences passées, qu'il suffirait de bien voter, c'està-dire de voter pour leurs candidats, pour que les revendications des travailleurs et des petites gens scient enfin prises en compte. Pendant des mois et des mois, les dirigeants du PCF et ceux du PS ont répété que l'arme suprême des travailleurs était ce petit bout de papier que l'on glisse périodiquement dans l'urne un dimanche. Pendant des mois, ils ont multiplié des promesses qu'ils s'apprêtaient à ne pas tenir. Et comme ils ont perdu les élections, nous n'aurans même pas l'occasion de mettre à l'épreuve leurs engagements.

Mais pourtant, il y a une chose que l'on peut vérifier : c'est leur volonté de ne pas organiser la lutte des travailleurs et des catégories laborieuses. Les élections perdues, ils ne nous ont pas dit : « Le terrain électoral est piégé. Il faudra trouver d'autres moyens d'arracher nos revendications. Il faudra choisir, pour se battre, le terrain où les travailleurs sont forts : celui des usines et de la rue ». Non, Mitterrand, Marchais, Maire, Séguy se sont précipités à l'Elysée, à l'invitation de Giscard, qui a laissé à Barre le soin de présenter la note aux travailleurs. Et cette note est particulièrement lourde. Les dirigeants de la gauche ne préparent pas les luttes des travailleurs, ils prennent déjà position pour les prochaines élections. Ils ne discutent pas des leçons à tirer de l'échec électoral, mais de leur responsabilité

Ni de Mai 1968, ni des dernières élections, les dirigeants du PCF et du PS ne peuvent tirer les lecons, parce que c'est en toute connaissance de cause qu'ils ont choisi les urnes. Parce qu'ils n'ambitionnent que des postes ministériels. Parce qu'ils ne désirent qu'une place au gouvernement pour gérer la crise. Parce qu'ils sont prêts à répondre aux invites de la droite, si celle-ci éprouve le besoin de faire appel à eux.

Paustant, par-delà les péripéties électorales, Mai 68 a laissé des fruits, même s'ils ne furent pas si abondants qu'on l'espérait il y a dix ans. Des fruits

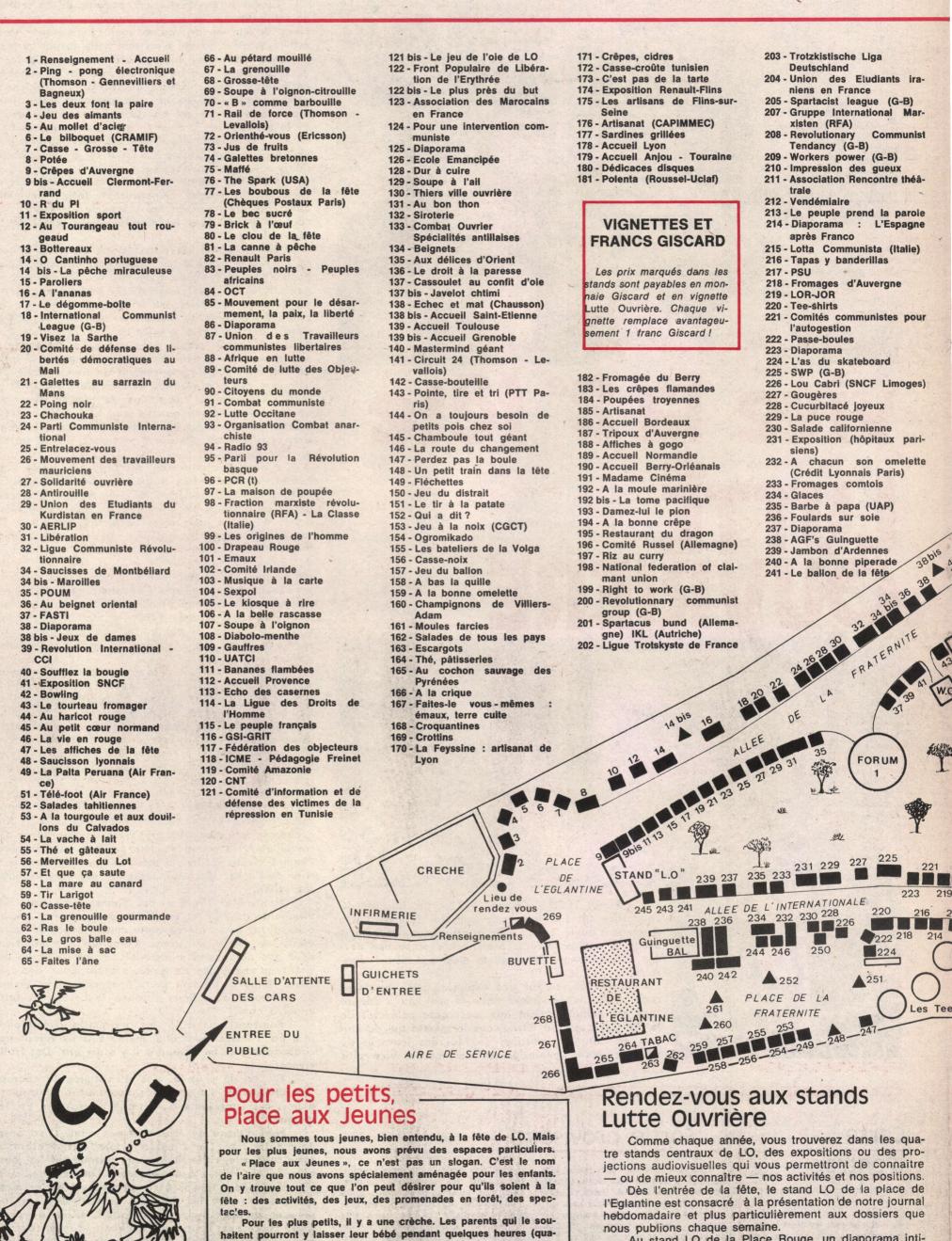
Et l'un de ceux-là, c'est l'existence du courant révolutionnaire. La présence nombreuse de milliers d'amis ces trois jours à Mériel-Villiers-Adam en témoigne.

Nan, l'esprit de Mai n'est pas mort. Il vit aussi dans notre fête. Car c'est cette joie, cette fraternité, cette solidarité, cette liberté qui marquèrent les journées du Mai d'il y a dix ans, que l'on retrouve à la fête. Et si nous tenans à ce rapprochement, ce n'est pas avec l'esprit des anciens combattants qui ne pensent qu'aux anciennes batailles. C'est au contraire parce que, les batailles à venir, il nous faut les mener avec cet esprit de liberté, de joie, de fraternité. Natre combat contre le vieux monde n'est pas un combat triste. Au contraire. Et il faut que nous sayons de plus en plus nombreux à le mener.

Vive la fête!

Vive le communisme révolutionnaire!

Le plan de la fête... Le plan de la fête... Le plan de



tre heures consécutives maximum) afin de se promener dans la

fête. Nous leur demandons toutefois de passer de temps en temps

Bien entendu, la « Place aux Jeunes » et la crèche sont entiè-

NB : Comme pour la crèche, en confiant vos enfants à la gar-

derie, vous devrez préciser l'heure à laquelle vous les reprendrez

à la crèche surtout au moment des repas de leur nourrisson.

(ceci pour l'organisation des promenades).

rement gratuites.

exposition sur Mai 68. Venez discuter avec Lutte Ouvrière.

toire capitaliste à la société socialiste ».

tulé « Réformisme ou Révolution »

Au stand LO de la Place Rouge, un diaporama inti-

Au stand LO de l'Esplanade de la Commune, un dia-

Enfin, en ce dixième anniversaire de Mai 68, le stand

porama sur trois écrans ayant pour thème « De la préhis-

LO de l'Esplanade de la Révolution est consacré à une

LA CARTE ORANGE la fête... Le plan Notre carte orange, elle, n'augmente pas. Elle a échappé au train de hausses de Barre. Elle coûte toujours 10 F. Et elle permettra à son heureux bénéficiaire de jouer aux quarante jeux indiqués sur la carte par les numéros des stands. 242 - En passant par la Lorraine 261 - Boomerang 262 - Tir à l'arc 243 - Le court circuit La carte est en vente dans les stands de jeux, les stands 244 - Weisch 263 - Tabac LO et à l'entrée. Mais attention, elle est réservée aux moins de VERS LE BAL ET LE GRAND PODIUM PAR L'ALLEE FORESTIERE 245 - Jeux télévisés 264 - Exposition Usinor-Dunker-15 ans. 246 - Galetou (CHS Esquirol) que 247 - Teepee 265 - Accueil région du Nord 248 - Tir aux CRS 266 - Accueil Picardie 267 - Accueil Dijon 249 - Pour le meilleur et pour le W.C 268 - Accueil Bretagne 269 - Au brin de fantaisle 250 - Pâtisseries 251 - Le portique 252 - Jeu de la poutre 253 - Billard électrique THEATRE 254 - Ne perdez pas la boule 255 - La mare au canards 256 - Eteignez les idées fumeu-DE FORUM VERDURE PLACE ses 257 - Bon poids, bon œil AUX 258 - Occupons-nous AIRE 259 - Le mot le plus long JEUNES 260 - La pêche au ballon DE REPOS 138 bis 139 bis 106 107 108 137bis 85 BUVETTE BUVETTE 137 DISQUES RESTAURANT 149 ROUGE DE LA 150 **EXPOSITIONS** COMMUNE ISSUE DE **SECOURS** PLACE DU 135 SOCIALISME ESPLANADE DE LA COMMUNE 134 121 bis 151 LIBRAIRIE PODIUM 158 119 ALLEE 120 121 CINEMA 2 STAND "L.O" 122 123 PODIUM BAL 2 LIBRAIRIE couscous 125 122bis STAND "L.O" 124 170 FORUM AIRE DE 164 REPOS ESPLANADE DE LA REVOLUTION AND S RESTAURANT syly DU PODIUM GRAND ESCALIER 213 209 184 183 GRAND PODIUM 161 181 BUVETTE 159 160 185 187 206 191 189 AIRE CENTRE D'ACCUEIL DE FORUM DES ARTISTES 4 ISSUE DE REPOS DU CAMPING AMIS CAMPEURS INFIRMERIE -L'infirmerie se trouve près de l'entrée. Vous y AMIS AUTOMOBILISTES trouverez des secouristes compétents, des infir-Amis qui voulez camper, nous mettons un termières et des médecins. rain à votre disposition. Ce terrain est contigu à Si vous avez besoin de leurs services, ils sont à la fête, en direction de Mériel. Pour s'y rendre, il votre disposition. suffit de suivre les flèches « Camping ». Amis automobilistes, respectez tous les panneaux IMPORTANT : SI VOUS ASSISTEZ A UN ACCIde signalisation, toutes les indications qui vous sont Une recommandation importante : le camping DENT, OU SI UNE PERSONNE SE TROUVE MAL DEVANT VOUS, AVERTISSEZ IMMEDIATEMENT sauvage est strictement interdit partout ailleurs données par les camarades du Service d'Ordre. Il (dans les champs, les prés et les bois). Alors, ren-LES MEMBRES DU SERVICE D'ORDRE LES PLUS s'agit là de règles minima, dont seul le respect per-

dez-vous au terrain de camping que nous vous

Si vous perdez quelqu'un

au «lieu de rendez-vous», place de l'Eglantine.

avons réservé. Merci.

met le passage des véhicules de sécurité, des auto-

Si vous passez la nuit sur le terrain, prenez la peine

de sortir pour ranger votre voiture dans les parkings qui sont à votre disposition. Ainsi, nous pourrons plus

cars et des voitures de livraisons.

facilement les surveiller.

la fête seront confiés soit à la crèche, soit à la gar-Si vous vous perdez entre proches, retrouvez-vous derie, en fonction de leur âge. C'est là que vous aurez Tous les enfants perdus amenés à la direction de le plus de chance de les retrouver.

VOUS ETES A LEUR PORTEE.

PROCHES (ils sont reconnaissables à leur bras-

sard) OU DIRECTEMENT LES SECOURISTES, SI

Samedi 13

Grand podium

13 h 00 Renard-Chambertin (rock banlieue) 14 h 15 Homo Demens (rock) Temo (Musique kurde) Toto Bissainthe (Chansons de Haiti) 15 h 15 15 h 45 Aebischer 16 h 45 17 h 00 J-R Caussimon 18 h 15 Frédérique 18 h 45 Christian Dente 19 h 30 Zartong (Musique d'Arménie) 20 h 15 Castelhemis (Chansons) 21 h 15 Poladian (piano) 22 h 00 Cazalis (Folk) 22 h 45 Jean-Yves Joanny (Chansons)

Théâtre de Verdure

Echappée belle (musique for pleasure)

13 h 00 Paule Lacan (Poésie) 13 h 45 Mowrey (Chansons américaines) 14 h 15 Luminex (Mime) 14 h 30 Torcal (Mime) 14 h 45 Blondel (Chansons) 15 h 15 Allardi Joubert (Chansons) 15 h 45 16 h 15 Gilles Marchais Tchouk Tchouk Nougah (Variétés) 16 h 45 17 h 15 Chansons Grecques 17 h 45 Le coude dans le cendrier 18 h 15 Luce Dauthier (Chansons)
18 h 45 El Moussafrine (Musique du Maghreb)
19 h 15 Sabine Belloc (Chansons) 20 h 00 Mellier Apremont Musithea (Théâtre) 20 h 30 François Pesserre (Chansons) 21 h 30 Peyresblanques (Flamenco) 22 h 30 Berthaud (Chansons) 23 h 00 Impala (Rock)

Place Rouge

14 h 00 Abyose 15 h 00 Staccheti Forner (Folk brésilien) 15 h 30 16 h 00 Paillasson (Jazz-Bossa Samba) Forums 19 h 00 Eau Chaude (Chansons engagées) 19 h 30 Les Haricots pas sales (Musique cajun) 20 h 00 Jardin d'Andante (Chansons) 21 h 00 Bill et Flo (Blues américains et français) 21 h 30 Christian Lancry (Chansons) 22 h 00 Los Kimbas (Musique des Andes) 22 h 45 Bloody Mary (Rock)

Dimanche 14

Grand podium

12 h 30 Diesel (rock) 13 h 15 Sébastien Desloups et son groupe (chansons) 14 h Antonin (chansons du Québec) 15 h 00 Allocution d'Arlette Laguiller Les Frères Jacques 15 h 15 16 h 15 Renaud Louisiana Red et Sugar Blue (blues) 17 h 15 18 h 15 Gousse d'Ail (folk) 19 h Les Cariacos (musique d'Amérique latine) 19 h 30 Bayou Sauvage (musique cajun) 22 h 15 Poladian (piano) 23 h Les Senthaclos 0 h 15 Perpet Art Creation (jazz)

Théâtre de Verdure

11 h 45 Veri Floris (folk)

12 h 15 Bill et Flo 12 h 45 Frédérique (chansons) 13 h 15 Mellier (chansons) 13 h 45 Luce Dauthier (chansons) Chansons pour voir 14 h 15 15 h 15 Jean-Michel 15 h 45 17 h Lionel Rocheman (Sketches yiddish) Jacques Halbout (flamenco) 17 h 30 B. Noël 18 h 15 La Compagnie de la Danse
18 h 30 Bernard Meulien (Spectacle Gaston Couté)
19 h 15 M. Boy (Spectacle Prévert) 20 h 00 La Troupe Praxis (Spectacle La Fontaine) taine) Les mille et une nuits '(Musique persane) 21 h 45 Colin Magicien 22 h 00 La Compagnie de la Danse 22 h 15 Marianne Sergent (Sketches) 23 h 15 Jardins d'andante

Place Rouge

11 h 45 Los Punenos
12 h 30 Maldoror (Jazz)
14 h 00 M. Imbert
14 h 15 Dialogo
15 h 15 B. Capo d'Istria
15 h 45 P. Loria (Chansons)
16 h 15 J-Luc Roudière
Forums
19 h 00 G. Bonsang
19 h 30 Auger
20 h 00 Paillasson
21 h 00 Los Kimbas

21 h 30 Allanic (Chansons)

Lundi 15

Grand podium

12 h 45 Syrinx 13 h 15 Vitalis (piano) Folk flamand d'aujourd'hui 13 h 45 Martial Murray - L'air du temps Allocution d'Arlette Laguiller 14 h 15 15 h 00 Isabelle Aubret 15 h 15 Djamel Allam (Musique et chants du Ma-16 h 15 ghreb) Gousse d'Ail 17 h 30 18 h 15 Perpet Art Creation

Théâtre de Verdure

12 h 30 Baglama (Musique turque)

13 h 00 Monsigny (Folk de Picardie)
13 h 30 Font-Farran et Pierre Poyet (Sketches satiriques)
14 h 15 Jean-Yves Chetail (Musique traditionnelle)
15 h 15 B. Forner
16 h 15 Musique Ensemble (Musique classique)
17 h 15 La Troupe Praxis (Spectacle La Fontaine)
18 h 15 Paillasson (Jazz)

Place Rouge

11 h 45 Varenkor (Jazz-rock)
12 h 30 Jardins d'Andante
13 h 15 Allanic
14 h 00 B. Capo d'Istria (Chansons)
15 h 15 Los Cariacos
16 h 15 Los Kimbas (Musique des Andes)
16 h 45 Archaïa

Le Bal de la Place Rouge, avec Gousse d'Ail, Célimène, Cazalis et d'autres groupes folk.

Le bal de l'esplanade avec Diesel, Smiler, et Léonce pour le musette...

... et le bal de la Guinguette avec J-C Gombault et son ensemble.

Attention

La liste des stands et le programme ci-dessus ont été établis plusieurs jours avant la Pentecôte. Ils ont donc pu, entre-temps, être l'objet de remaniements. Nous demandons à nos amis de bien vouloir nous en excuser.

ANIMATION DES ALLEES

Avec CAZALIS, CELIMENE, LE THEATRE DE LA BASOCHE, GOUSSE D'AIL, LOS KIMBAS, etc.

CINÉMA

Cette année encore, les deux cinémas de la fête fonctionneront de façon quasi perma-

Au moment où nous mettons sous presse notre programme est bien loin d'être complet. Nous vous invitons donc à consulter les tableaux qui préciseront le programme à l'entrée des deux cinémas.

D'ores et déjà, il y aura :

- ETAT DE SIEGE de Costa-Gravas;
- LE VIEIL HOMME ET L'ENFANT de Claude Berri ;
- L'AFFAIRE DOMINICI
- L'HORLOGER DE SAINT-PAUL et DES ENFANTS GATES de Bertrand Tavernier;
- LA FORTUNE DES PAUVRES GENS DE KROMBACH;
- SOLEIL O de Med Hondo;
- MAIS OU SONT LES NEGRES D'ANTAN.



DERNIERE MINUTE

Mama Bea Tekielski, empêchée pour des raisons de santé, ne sera pas à la fête comme prévu dimanche soir.

FORUMS

Plusieurs aires ont été spécialement prévues pour ces forums. Elles sont signalées par des panneaux et par des flèches. Consultez la liste des forums prévus, aux stands Lutte Ouvrière.

Tous ceux qui souhaitent présenter un sujet de discussion sont priés de passer au stand Lutte Ouvrière de l'entrée, où on leur affectera une place et une heure.

N.B. - N'importe qui pouvant demander à ouvrir un forum sur le sujet de son choix, il est bien évident que les orateurs ne représentent donc pas forcément la position de Lutte Ouvrière.

DÉBATS

Cette année encore, diverses personnalités viendront animer des débats. Vous pouvez les rencontrer et discuter avec elles.

SAMEDI

16 h à l'esplanade : Serge Livrozet du Comité Action Prison : le scandale des prisons.
 16 h Forum 1 : Simone Iff du Planning familial : la contraception : libération ou esclavage.

— 17 h Place Rouge: Marie-Odile Fargier - Monique Antoine - Josiane Moutet - Simone Iff: table ronde sur le viol.

18 h à l'esplanade : Mongo Beti : coopérants et assistants techniques dans les pays du tiers monde.

 — 19 h : Maurice Zavaro du Syndicat de la Magistrature, Juge de Béthune

la justice en question.

DIMANCHE

— 15 h 30 à l'esplanade : Jean Bertolino, écrivain : les luttes des peuples du tiers monde.

— 17 h à l'esplanade : Jean-Michel Damian de France-Inter : la musique classique.

 19 h à l'esplanade : Jean Baumgarten des Amis de la Terre : Ecologie et Révolution.

LUNDI

— 13 h 30 à l'esplanade : Reiser, dessinateur : l'énergie solaire.

 16 h 30 : Bersoza, réalisateur de Chili impressions : le Ohili.

Dimanche à 17 h à la Place Rouge, la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière débattront sur le thème : Après les élections de mars 1978, quelle politique pour les révolutionnaires ?

mouvement de liberté



Un petit bout de la manifestation du 13 mai.

Paris, et surtout la Sorbonne, a été en Mai 68 le théâtre d'un vaste bouillonnement d'initiatives, d'idées, d'espoirs.

Dans les milieux intellectuels en particulier, des centaines de milliers de gens se réunissent, discutent, prennent des décisions, organisent leur lutte.

Les votes de motions, les comités, les occupations se multiplient dans des milieux très différents. Des auteurs occupent la Société des gens de lettres: le BUMIDOM, office d'immigration, est occupé par des Antillais. Des avocats proclament leur solidarité avec les étudiants. Un appel à soutenir le mouvement est même lancé par... un groupe de prêtres de la région parisienne. Chaque jour apporte de nouvelles prises de position.

Un mouvement profond...

Pour la première tois, tous les lycées se mettent en grève. Beaucoup sont occupés vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les lycéens tiennent des assemblées générales, élisent des comités d'action, forment des commissions sur l'enseignement, la culture, la répression, etc. Par dizaines de milliers, ils participent aux manifestations, ce qui contribuera à rendre la brutalité de la police odieuse aux yeux de beaucoup de gens.

Les facultés occupées sont en pleine animation. Même les plus conservatrices sont touchées, comme la faculté de médecine, dans la rue de laquelle se dressent pendant plusieurs jours d'énormes barricades.

Pour tout le monde, c'est la fête, la joie de se sentir membre d'un immense mouvement. Il n'y a pas besoin de connaître son voisin pour engager la conversation, se tutoyer, se trouver des choses en commun. Des milliers de discussions naissent devant une affiche, aucours d'un meeting, ou simplement en attendant pour traverser une rue.

Paríois, on peut entendre un orchestre dans la cours d'un bâtiment occupé.

Des comités d'occupation sont élus en assemblée générale, des services d'ordre, des services de nettoyage (peu efficaces, il faut le reconnaître), sont établis. On met en place des garderies, des infirmeries qui soignent les blessés des manifestations. Des pièces servent de dortoirs mais, comme elles sont souvent trop petites, on va dormir jusque dans les amphithéâtres.

Tout le monde prête la main pour tirer des tracts, coller des affiches, vendre des journaux. Cela est souvent assez désordonné, mais témoigne de la volonté de tous de prendre leurs affaires en main.

Les murs de Paris sont couverts de dizaines de sortes d'affiches.
Elles sont tirées par les étudiants des

Beaux-Arts avec le matériel de leur université.

Les inscriptions fleurissent aussi, ex-

Les groupes révolutionnaires ont droit de cité dans la cour de la Sorbonne, occupée par les étudiants et transformée en un vaste forum



Le Quartier Latin: creuset de la contestation et des idées révolutionnaires

pression de la grande vague de contestation et d'espoir qu'est Mai 68 : elles vont de « CRS-SS » à « Interdit d'Interdire », « Réinventer la vie ».

La Sorbonne est le centre du mouvement. Des milliers et des milliers de gens y affluent.

Outre les gens qui viennent voir cette Sorbonne dont on parle tant, on y frouve des étudiants, bien sûr, mais aussi des ouvriers, des employés : les plus jeunes, les plus combatifs, qui préfèrent la vie du Quartier latin aux mornes occupations organisées par les syndicats dans les entreprises. La présence de nombreux jeunes travailleurs dans les manifestations déchaîne les cris de la presse qui les traite de « voyous », « blousons paises.

...qui fait réapparaître les idées révolutionnaires

Dans la cour de la Sorbonne, les groupes d'extrême-gauche ont chacun leur stand où ils vendent leurs journaux, distribuent leurs tracts.

Tous les courants son présents : les maoîstes, les trotskistes, les anarchistes. Pendant des années, le devant de la scène politique a été tenu à gauche par le PCF et les socialistes ; les groupes révolutionnaires étaient quasiment inconnus, leur intervention se limitait aux facultés et à quelques dizaines d'entrepri-

Maintienant, leurs stands attirent du monde, leurs journaux se vendent par poignées, leurs mots d'ordre sont repris. Les portraits de Marx, Engels, Lénine, Trotsky, Che Guevara, Mao, ornent les murs des facultés. Le drapeau rouge avait quasiment disparu des manifesta-

murs des facultés. Le drapeau rouge avait quasiment disparu des manifestations et meetings de gauche, ou y était noyé dans les drapeaux tricolores. Mai 68 le fait réapparaître partout : dans les cours, sur les toits des bâtiments, dans les manifestations.

Des centaines de journaux sont publiés. La plupart, ronéotés, sont l'œuvre d'un comité lycéen, étudiant ou de quar-

D'autres, imprimés, ont une diffusion plus grande. C'est le cas de Barricades, ijournal des comités d'action lycéens, L'Enragé, composé presque entièrement de dessins satiriques, et Action, le plus connu. Action tire à 30 000 exemplaires; hebdomadaire en, Mai, il deviendra ensuite quasiment quotidien. Il reproduit les appels aux manifestations, donne la parole aux comités d'action, publie des photos des manifestations, commente l'actualité politique. Les dessins de Wolinski, de Siné, y tiennent une bonne place.

Une extraordinaire démocratie

Ces quelques semaines sont marquées par la plus large et la plus vivante démocratie. Le théâtre de l'Odéon, occupé par des étudiants et des artistes, est transformé en vaste forum. Selon Paris-Match, 10 000 personnes y viennent chaque jour. Nuit et jour des débats se déroulent dans les amphithéâtres des facultés.

Dâns la rue, des groupes de discussion se forment spontanément, ou autour de quelqu'un qui monte sur un banc pour prendre la parole.

Tout le monde s'exprime librement. Tous les sujets possibles sont abordés. On y parle un peu de l'enseignement, mais surtout de problèmes politiques. Car en quelques jours les lycéens, les étudiants, qui au début contestaient « l'enseignement magistral », ont compris qu'il n'y aurait pas de changement de l'enseignement sans changer la société et qu'il y a également bien d'autres raisons de se battre contre la société capitaliste.

On discute de De Gaulle, du Parti Communiste, des pays du tiers monde, de la révolution, mais aussi de la télévision, cinéma, des loisirs. Ce n'est pas sans raison que la presse donnera aux acteurs de Mai 68 le nom de « contestataires ».

Un des problèmes qui reviennent constamment est celui de la liaison avec la classe ouvrière, car beaucoup voient bien que c'est elle qui peut jouer un rôle décisif aujourd'hui dans la lutte et pour changer la société. On cherche le moyen d'établir ce lien : aller à Billancourt, appeler les ouvriers à venir à la Sorbonne, ouvrir les facultés pendant les vacances d'été...

Alors que les grands partis de gauche ne parlent que de référendum, d'élections, de négociations, au Quartier latin les mots « pouvoir étudiant », « pouvoir ouvrier », « révolution » sont entrés dans le langage courant. Ceux qui participent au mouvement ont confiance dans l'avenir et pensent qu'on ne pourra pas en rester là. « Ce n'est qu'un début, continuons le combat », crient les manifestants

On est bien loin de la politique des politiciens! Elle est unanimement rejetée, avec les partis qui la représentent. Le Parti Communiste est littéralement vomi pour son légalisme, son manque de combativité et surtout pour les calomnies et les insultes qu'il répète quotidiennement sur le mouvement, sur Cohn-Bendit. Cela n'empêchera pas qu'il aura tout le temps le droit de s'exprimer, que ses militants pourront vendre leurs journaux à l'intérieur même de la Sorbonne, assaillis de reproches, mais sans que personne ne tente de les en empêcher.

Pour les travailleurs et les étudiants qui ont vécu ces journées, cette expérience de liberté, de démocratie, les idées politiques qu'ils y ont gagnées sont certainement ce que Mai 68 Jeur a apporté de plus important.



Quelques affiches de Mai 68.



Le reflux du mouvement

Les gaullistes relèvent la tête



Le 30 mai 1968, c'est le drapeau tricolore qui flotte sur les Champs-Elysées : la France des nantis, la France des réactionnaires relève la tête.

Des accords de Grenelle

dence de Pompidou, s'ouvrent les négociations entre les représentants du patronat et les dirigeants syndicaux.

Au terme de vingt-cinq heures de discussions, l'accord rendu public annonce que le SMIC est augmenté de 35 %, soit 519 F par mois pour quarante heures hebdomadaires (à ce moment-là, 30 % des ouvriers touchent moins de 500 F par mois). Les grévistes réclamaient, eux, pas de salaires inférieurs à 1.000 F.

Les salaires sont augmentés de 7 % début juin et 3 % début octobre. 10 % d'augmentation qui vont être vite rattrapés par la

Quant au paiement des heures de grève, 50 % du salaire sera versé, mais à titre d'avance, les heures de grève devant théoriquement être récupérées.

Et c'est tout. Alors que le pays est paralysé par la plus grande grève générale qu'il ait connue, les organisations syndicales ont osé signer un accord portant sur des revendications sans commune mesure avec l'ampleur du mou-

Séguy et Frachon pour la CGT, Descamp pour la CFDT, présentent ces accords aux ouvriers de Renault. Ils se font huer. Ils reculent alors. Les accords deviennent un simple « constat ». La grève continue. Apparemment,

Grenelle n'est pas suivi d'effet.

En réalité, il marque le déclin de la grève. En annonçant qu'elles ne négocieraient plus centralement avec le gouvernement, les confédérations syndicales ont décapité la grève générale. A partir de là, elles vont s'employer à faire reprendre le travail.

A Grenelle, les centrales syndicales, CGT en tête, ont montré à la bourgeoisie que, même sur le simple terrain économique, elles ne sont pas prêtes à faire payer cher aux capitalistes et au gouvernement le retour à la paix sociale et à obtenir des compensations importantes pour les tra-

Le gouvernement De Gaulle-Pompidou semble à bout de souffle, incapable qu'il est de ramener l'ordre dans la rue, de s'opposer à la grève générale. Pourtant, bien sûr, durant tous les événements, l'Etat est resté présent : son ossature - la police et l'armée - est toujours là. Les manifestations sont très brutalement réprimées.

Et ce sont les accords de Grenelle. La gauche montre qu'elle n'a pas envie d'aller bien loin. Laissant tomber le référendum, dont l'annonce, le 24 mai, n'avait pas réussi à ramener le calme, De Gaulla rend le 29 mai une visite éclair aux troupes stationnées en Allemagne. Et c'est, à son retour, le fameux discours dans lequel il annonce sa ferme intention de conserver le pouvoir, de ramener l'ordre et, en même temps, sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale.

Pour montrer que le gouvernement est toujours bien vivant et bénéficie d'un soutien actif de la population, les gaullistes organisent une immense manifestation de soutien au président de la République. Le 30 mai, ce sont des centaines de milliers de personnes qui défilent aux Champs-Elysées, drapeaux tricolores en tête en criant : « De Gauile n'est pas seul!» Tous ceux qui s'étaient terrés depuis le début du mois, tous ceux qui n'avaient rien osé dire, relèvent la tête.

La manifestation est un succès incontestable pour le régime gaulliste, qu'on avait cru si près de sa fin une semaine auparavant. Et elle va marquer le début du reflux du mouvement gréviste.

Les partis de gauche vont saisir la perche des élections législatives tendue par De Gaulle. Et, à part l'UNEF qui appelle le 1er juin à manifester, pas un seul parti, pas une seule centrale syndicale ne propose d'organiser la riposte à De Gaulle!



La table des négociations, présidée par Pompidou, au ministère du Travail. Les dirigeants syndicaux vont y brader la grève !

artisans de la reprise du travail

Après les accords de Grenelle, après le cinglant désaveu qu'essuient Frachon et Séguy à Renault, la CGT a conscience qu'elle ne peut encore appeler ouvertement à la reprise.

Ce n'est qu'après l'annonce des élections que le PCF déclenche la grosse artillerie.

Dès le 5 juin la CGT résume clairement ses intentions : « Partout où les revendications essentielles ont été satisfaites, l'intérêt des salariés est de se prononcer en masse pour la reprise du travail »; les « élections doivent permettre aux travailleurs d'exprimer leur volonté de changement, de prolonger et de compléter leur victoire revendicative ». En clair : cessons la grève et votons !

Le mercredi 5 juin l'Humanité titre avec un cynisme écœurant « Cheminots, RATP, postiers, mineurs, EGF, etc., reprise victorieuse du travail dans l'unité ».

Pour arriver à leurs fins, faire reprendre le travail aux grévistes, les bureaucrates n'hésitent pas à calomnier, à mentir, à surestimer les résultats, partout où cela leur est nécessaire.

Le 18 juin, Renault reprend. « Ils ont cassé le veto du pouvoir », ose titrer l'Humanité. Le 20 juin, c'est au tour de Peugeot, où le 11 juin la grève est repartie à l'initiative de jeunes ouvriers combatifs de la Carrosserie. La direction fait appeler la police. Pendant plusieurs jours les grévistes, nullement impressionnés, l'affrontent. Mais dans les assauts, deux ouvriers sont tués. Cela n'empêche l'Humanité de titrer le 21 juin : « Rentrée victorieuse à Sochaux, Peugeot a payé. Au tour de Citroën!»

Au bout du compte, le 25 juin le mouvement a fini par s'effriter. La paix sociale est revenue dans le pays grâce à la CGT et au PCF.

• La CGT et le PCF | • La victoire électorale de la droite, une défaite de la gauché

Dès que De Gaulle annonce les vont le suivre... en courant. Au lendemain du discours du 30 mai, le bureau politique du PCF déclare : « De Gaulle annonce son intention de procéder à de nouvelles élections. Le PCF n'avait pas attendu ce discours pour demander que la parole soit donnée au peuple dans les plus brefs

Sur son terrain de classe, par la grève, par les manifestations, la classe ouvrière a fait la démonstration de sa puissance; elle a cessé le travail, et le pays s'est arrêté. En l'appelant à déserter ce terrain, où elle est forte, majoritaire, unie, pour le terrain pourri des élections, où elle est inévitablement dispersée et minoritaire, le PCF et la gauche appellent en fait les travailleurs à rentrer dans le rang et à se soumettre à la loi de leurs exploi-

ections, les partis de gauche s'ouvre en juin, va d'ailleurs être étudiants, des jeunes, ne lui parmenée, de la droite à la gauche, au nom de la défense de l'ordre.

Sur ce terrain, la gauche sera bien sûr perdante. La bourgeoisie n'a aucune reconnaissance envers la gauche, et le PCF en particulier, de leur attitude « responsable ». La droite fait porter à la gauche la responsabilité des violences qu'elle a condamnées, d'une grève qu'elle a contribué à attiser. Et la gauche se voit ainsi accusée d'avoir voulu profiter des événements pour prendre le pouvoir par la force!

Et de fait, même en se plaçant sur le terrain de l'ordre, le PCF et la gauche ne vont gagner aucune voix sur leur droite; ils en perdent même. Car tant qu'à faire de voter pour l'ordre, les électeurs préfèreront voter pour ceux qui en sont les représentants les plus directs.

Ils en perdront aussi sur leur

La campagne électorale, qui gauche : car des travailleurs, des donnent pas ses positions. Ces voix vont nourrir les abstentions (on voit fleurir le slogan «élections-trahison »), ou se reporter sur le PSU qui, avec 3,95 % des voix (874.213 suffrages), double dans certains endroits ses scores.

> Effectivement, aux élections qui se déroulent les 23 et 30 juin, le scrutin majoritaire joue à fond en faveur de la droite qui, avec 600 mille voix d'avance seulement sur la gauche au deuxième tour (sur 13 millions d'électeurs), obtient une majorité écrasante de sièges. L'UDR, à elle seule, obtient la majorité absolue des sièges.

> Pour la gauche par contre, la défaite est sévère : elle perd seulement 2 % des voix mais une centaine de sièges. Mais c'est une défaite de la gauche qu'elle a elle-même organisée -. pas des travailleurs.



Mitterrand et Mendès-France : avec bien des réticences, ils se proposent pour assurer la relève de De Gaulle.

La gauche contre le mouvement de mai

Avec des centaines de milliers de jeunes qui aspiraient à construire un monde nouveau, avec des millions de grévistes dans le pays complètement paralysé, on aurait pu au moins s'attendre à des changements politiques. Bien sûr, Mai 68 a laissé des traces profondes dans ce pays. Mais c'est la même droite qui non seulement reste en place, mais encore en sort renforcée, au moins sur le plan électoral.

Mais, si en Mai 68 des centaines de milliers de personnes se sont préoccupées de faire de la politique dans les usines et dans la rue, elles sont restées sans perspectives.

Et de cela, la gauche porte l'entière responsabilité.

OL'action... ou plutôt l'inaction de la gauche

L'idée qu'une solution de rechange sera sans doute nécessaire commence à faire son chemin. Mais, pour les hommes de cette gauche domestiquée et sans autre ambition que parlementaire, il n'est pas question de venit au pouvoir porté par les émeutes de la rue et la grève générale.

Alors que le pays est paralysé, alors que le régime gaulliste est profondément ébranlé, l'Humanité se contente de réclamer infassablement un programme commun aux hommes de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste (FGDS), groupuscule présidé par Mitterrand et qui était loin d'être ce qu'est le Parti Socialiste aujourd'hui.

Après l'échec de la proposition de référendum faite par De Gaulle le 24 mai, Mitterrand, le 26 mai, se décide alors à se proposer pour présider un gouvernement provisoire et annonce sa candidature à la présidence de la République si De Gaulle se retirait.

On reparle aussi de Mendès-France, alors au PSU et surtout connu pour avoir fait cesser, en tant que président du Consell, la guerre d'Indochine... pour commencer celle d'Algérie... Mais il apparaît comme susceptible de ramener l'ordre, comme capable de se faire entendre des contestataires : ne l'a-t-on pas vu au Quartier latin la nuit des barricades, ou encore au meeting du stade Charléty?

Dans tous ces projets, le Parti Communiste est absent. Il s'en inquiète, d'ailleurs, au point d'organiser une manifestation réclamant un gouvernement populaire avec la participation des communistes, cela le jour même où se rencontrent Mitterrand et Mendès-France.

Mais, avec l'annonce par De Gaulle, le 30 mai, de la dissolution de la Chambre et de l'organisation de nouvelles élections. la bourgeoisie n'aura finalement pas eu besoin des partis de gauche pour faire face à la crise politique ouverte par le mouvement. Les partis de gauche s'engouffrent dans le jeu électoral; le Parti Communiste en tête, puisqu'il pèsera de tout son poids, dès l'annonce des élections, pour faire cesser le mouvement gréviste. Ce en quoi ils ont forgé leur propre défaite électorale!

• La CGT et le PCF face à la grève

Du fait de sa position prépondérante dans la classe ouvrière, le Parti Communiste, à travers la CGT, a une attitude déterminante lorsque les premières grèves éciatent.

Le PC ne veut en effet risquer à aucun prix de voir compromettre son influence — et celle de la CGT — et de se voir dépassé sur sa gauche, rejeté du mouvement ouvrier comme il l'a été du mouvement étudiant.

C'est pourquoi il pousse ses militants — ceux de la CGT — à ne pas s'opposer au mouvement de grève. Parce qu'ils se laissent porter par le mouvement, c'est sous leur contrôle, sous leur direction, que la grève s'étend et devient générale. Et cela va lui permettre de canaliser la grève.

Les militants cégétistes établissent un véritable cordon sanitaire autour des usines pour empêcher le contact entre les étudiants contestataires et les ouvriers. Ils mettent en garde les ouvriers contre ces « provocateurs ». Ils refoulent les cortèges d'étudiants qui se dirigent vers les usines.

Ils font tout pour que les milltants syndicaux restent pratiquement seuls à occuper les usines, et transforment les comités de grève, quand ils existent, en officines syndicales.

A aucun moment, en fait, la direction de la grève ne leur est contestée.

A Grenelle, flanquée de la CFDT et de FO, la CGT brade et décapite la grève générale. Car,

si les travailleurs rejettent dans un premier temps les accords, pour les dirigeants syndicaux, il n'est plus question de négociations et de revendications générales, lls invitent les travailleurs à négocier usine par usine, secteur par secteur. Ils font de la grève générale une série de grèves particulières.

Cette trahison, si elle est moins spectaculaire que si les dirigeants de la CGT et du PCF avaient ouvertement appelé, dès ce moment, à la reprise, n'en est pas moins efficace. Les accords de Grenelle, unanimement rejetés par l'ensemble des grévistes, vont devenir, après quinze jours ou trois semaines, la base sur laquelle pratiquement tous reprennent le travail.



Le PCF et la CGT, qui ne veulent pas qu'une solution de gauche s'ébauche contre eux, se décident à lancer de grandes manifestations.



Le meeting du stade Charléty le 27 mai. Il rassemble le mouvement étudiant, les révolutionnaires et ceux qui veulent marquer leur désir d'aller bien plus loin que les accords de Grenelle. La presse y voit l'amorce d'un nouveau parti révolutionnaire.

Le renouveau des idées révolutionnaires

Un des acquis les plus précieux de Mai 68 c'est la réapparition au grand jour des idées révolutionnaires, en particulier dans la classe ouvrière.

Certes le mouvement révolutionnaire existait bien avant les événements du printemps 1968. Des groupes maoïstes ou trotskystes avaient déjà une influence dans les facultés. Le groupe dont nous sommes issus, Voix Ouvrière, était présent dans un certain nombre de grandes entreprises. Et l'Humanité ne se privait pas, bien avant Mai 68, de dénoncer et de calomnier ceux qu'elle-même avait commencé à dénommer les « gauchistes ».

Mais ce que réussiront à faire les événements de Mai 68, c'est de donner une vitalité nouvelle au mouvement révolutionnaire en braquant sur lui les feux de l'actualité.

En effet, pour l'opinion publique, les animateurs du mouvement étudiant, ce sont les révolutionnaires.

Mieux! Dans les usines, où de.

puis des décennies le stalinisme avait réussi à bannir du mouvement ouvrier les symboles les plus anciens, tel le drapeau rouge, à étouffer l'expression des idées révolutionnaires, elles réapparaissent

Toute une frange de la classe ouvrière, de la jeunesse ouvrière en particulier, allait comprendre le rôle réactionnaire de la CGT et du PCF au sein du mouvement ouvrier. Parmi elle, certains travailleurs allaient franchir un autre pas et se mettre à regarder du

côté des groupes révolutionnaires.
Il était vital de donner un ca-

dre, une organisation à cette frange d'ouvriers qui plaçait ses espoirs du côté des « gauchistes » et ne pas décevoir son attente.

Car le mouvement révolutionnaire avait là une occasion sans précédent de s'implanter dans les usines.

Certes, globalement il s'y est renforcé. Mais il y avait peut-être la possibilité de créer un parti sur la gauche du PC, un parti d'extrême-gauche. Cela aurait demandé aux divers groupes révolutionnaires d'être assez responsables pour s'unir et offrir un cadre organisé à des milliers de jeunes travailleurs qui se tournaient vers l'extrême-gauche en général, sans se retrouver pour autant dans aucun groupe révolutionnaire particulier.

Un tel parti n'aurait certainement pas réglé tous les problèmes, mais il correspondait à une nécessité.

Mais, même s'il n'a pu être créé, une chose est sûre : après Mai 68, les conditions dans lesquelles militent les révolutionnaires se sont modifiées. Leur poids, leur crédibilité, sans être considérables, se sont élargis. Aujourd'hui, si l'influence des révolutionnaires dans le pays, et dans les usines en particulier, s'est accrue, c'est qu'il y a eu Mai 68!

Le délit d'opinion à la CGT

Une employée de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de l'Ile-de-France qui avait été déléguée du personnel jusqu'à ces jours-ci, ne pourra plus exercer son mandat après les élections de délégués qui vont avoir lieu le 31 mai. Pourquoi ?

Cette déléguée a-t-elle décidé de ne plus se présenter? Des travailleurs lui ont-ils demonde de ne plus le faire? Non. Au contraire, des employés et notamment ceux de son service voulaient qu'elle sollicite un nouveau mandat d'élue du personnel cette année. Alors ?

Eh bien, quatre dirigeants de la CGT ont décidé en petit comité d'éliminer cette syndiquée des listes, décidant, à eux seuls (même s'ils ont été approuvés, après coup, par neul membres de la Commission exécutive syndicale) pour qui les 600 employés du Crédit Agricole pourraient ou ne pourraient pas voter lors des prochaines élections. Pour procéder ainsi, ils ont tout simplement reproché, sous des

prétextes divers, à cette militante d'avoir des opinions politiques qui sont celles de Lutte Ouvrière. Ces messieurs ont même eu le culot d'invoquer la démocratie pour éliminer notre camarade... tout en refusant de réunir les syndiques pour leur permettre de trancher le problème. Ils n'ont pas hésité, non plus, à balouer la volonté de pres de la moitié des syndiqués du siège régional qui, par pétition, avaient réclamé que cette déléguée soit portée sur les listes CGT. Il est vrai qu'un responsable de la CGT a qualifié cette pétition de « torchon et de saloperie ».

En agissant ainsi, les membres de la Commission exécutive de la CGT croient sans doute renforcer le syndicat en éliminant une déléguée active qui avait le tort de ne pas toujours acquiescer à toutes les décisions sans discuter.

Mais ils se trompent. Car en usant d'une loi (la loi Ambroise Croizat) qui donne depuis trente ans aux directions syndicales le monopole de la présentation des délégués du personnel (et qui leur confère donc un droit de censure préalable particulièrement anti-démocratique), les bureaucrates du Crédit Agricole donnent une idée peu attirante du syndicat aux travailleurs.

Et si les dirigeants de la CGT du Crédit Agricole, membres ou proches du PCF, pensent ainsi faire taire les idées révolutionnaires, ils se trompent également.

Correspondant LO

JEUMONT-SCHNEIDER (Lyon)

Les dirigeants de la CGT désavoués

Les élections de délégués du personnel ont eu lieu le 20 avril dernier. Elles ont été marquées par un recul notable de la CGT (65 3/6 des voix au lieu de 70 3/6 en 1977) et surtout par l'élimination du poste de délégué du personnel des quatre principaux responsables syndicaux qui sont aussi les militants du PCF.

Il faut dire que la CGT n'a pas voulu inscrire sur sa liste des candidats un travailleur connu pour son appartenance à Lutte Ouvrière. Et ce malgre que beaucoup d'ouvriers des ateliers de montage aient insisté, auprès des responsables syndicaux. Ceux-ci n'ont voulu tenir compte de l'avis de personne. Au contraire, ils ont fait venir un permanent de l'Union locale pour expliquer que c'était l'Union locale qui, en dernier ressort, choisissait les candidats de la CGT quel que soit l'avis des travailleurs de l'entreprise. Ils ont aussi

publié un tract accusant notre camarade d'être : « soutenu par certains chefs d'atelier ».

Cela a soulevé l'indignation de beaucoup de travailleurs. C'est sans doute en partie pour cela qu'un certain nombre d'entre eux ont marqué leur désaveu aux dirigeants cégétistes et à leurs méthodes en rayant les noms des responsables du syndicat.

Correspondant LO

A FEREMBAL (Roye-Somme)

Il y a de l'ambiance

Depuis les élections législatives, chez Ferembal, usine liée à Usinor et au baron Empain qui fabrique des emballages métalliques (boîtes de conserves et autres), il y a, comme on dit, une petite ambiance.

Au mois d'avril, un groupe de travailleurs du secteur Mécanique Entretien, après avoir réclamé réunions sur réunions aux syndicats, a fini par sortir lui-même un petit tract exprimant leur mécontentement face aux hausses (en particulier ceile de la cantine, presque 22 % d'un coup) et réciamant une augmentation de 200 F par mois pour tous.

Ce n'est peut-être pas

grand-chose mais dans cette usine, cela ne s'était jamais De nombreux ouvriers l'ont fait circuler dans les secteurs. Et surtout, ce tract a provoqué des réactions. D'abord, de la part du dirigeant CFDT qui s'est taillé un beau succès en répondant luimême pour désavouer ce tract et faire de la morale. Ensuite, de la direction qui acceptait immédiatement de rencontrer les syndicats et accordait, 5,25 % d'augmentation pour les salariés de coefficient 140, 145 et 150, et 2,5 % pour les

A la réunion d'information au personnel, un travailleur faisait remarquer que le moment était peut-être venu de se décider à faire grève puisque nous étions en pleine saison pour la production; puis un groupe de travailleurs a fait circuler dans les ateliers une lettre, signée par ceux qui se disaient prêts à entamer une action pour faire aboutir nos revendications. En 36 heures, quelque 250 signatures étaient réunies, avec l'appui du représentant CGT, sur 450 personnes, maîtrise comprise.

Et pour le moment, tout le monde discute, se concerte, et cela, il y a bien longtemps que cela ne s'était vu à Ferembal.

Correspondant LO

Exploitation à outrance à Soufflenheim (Alsace)

Dans les usines de céramique et de poterie de la région de Soufflenheim, les conditions d'exploitation imposées aux travailleurs, en grande partie des immigrés, sont telles qu'elles permettent aux patrons de faire fortune en un rien de temps. Nous avons l'exemple d'un patron qui, il y a huit ans, possédait une vieille usine avec une dizaine d'ouvriers et qui se retrouve aujourd'hui à la tête d'une entreprise de 50 ouvriers dans des locaux et un matériel flambant neufs. Ses profits lui ont permis d'étaler sa fortune en installant une piscine chauffée au 3 étage de sa résidence et en achetant de nombreuses maisons de la région qu'il loue souvent à ses propres ouvriers.

Une exploitation à outrance lui a permis d'atteindre ce résultat. Comme dans beaucoup d'entreprises qui n'ont pas encore été touchées par la crise, les semaines de 55 heures sont encore la norme. Jusqu'à il y a quelque temps, certains ouvriers travaillaient 80 heures par semaine et le patron payait les heures supplémentaires sans les marquer sur la feuille de paye. Les samedis matins sont encore souvent payés directement de la main à la main. Le patron impose ces méthodes par des menaces du genre : « Si ça ne te plaît pas, c'est la porte, car des ouvriers ça ne manque pas en ce moment ».

Dans une autre usine de céramique où les travailleurs, en majorité étrangers, travaillent à la tâche, le patron n'hésite pas à payer en dessous du SMIC si le rendement n'est pas atteint. Il a même le culot de faire payer les moules casses pendant le travail. Il n'est pas rare qu'une amende pour les pièces défectueuses pouvant aller jusqu'à 170 francs soit retirée du salaire. Son arrogance envers les travailleurs immigrés qui n'acceptent pas ces sanctions injustifiées, va jusqu'à les menacer de les faire renvoyer dans leur pays ou de leur promettre des coups de pied au c... s'ils continuent à réclamer.

Les contestataires qui sont licenciés ou qui partent d'eux-mêmes sont mis sur la liste noire des entreprises de la région et trouvent difficilement un autre emploi. Cela vient d'arriver à une ouvrière immigrée qui avait eu une mise à pied de 8 jours parce que son travail était soi-disant báclé. Le patron l'a intimidée en la bousculant. Elle a quitté l'entreprise et après un jour de travail dans une autre entreprise, elle a été renvoyée sous prétexte qu'elle était « trop fragile ». En fait, les patrons se sentent les mains libres pour exploiter de facon éhontée les travailleurs les plus désarmés.

Correspondant LO

Chômage pour les uns, surprofits pour les autres

Cette semaine, les usines textiles du groupe Boussac et les chantiers de réparation navale Terrin à Marseille occupent le devant de l'actualité du chô-

Mercredi 10 mai, M. Jacques Petit, chargé de mission auprès de la direction du groupe Boussac annonçait 1.365 suppressions d'emploi dans les entreprises du groupe : il s'agit de 364 suppressions d'emploi sur les 1.600 ouvriers que compte la Société Industrielle de Senones, et, en ce qui concerne la Filature et Tissage de Nomexy, autre entreprise du groupe, c'est la fermeture d'un certain nombre de ses usines, Grand - Sables, Saint - Laurent, Igney et Vincey.

Et cela, c'est ce que la

direction du groupe Boussac appelle un « plan de sauvetage », c'est-à-dire une première vague de licenciements après quoi on verra venir, selon que l'on aura réussi ou pas, en jetant à la rue 1.365 des 4.000 salariés de Boussac dans les Vosges, à rendre les usines du groupe suffisamment rentables pour messieurs les actionnaires.

Vendredi 12 mai ce sont les travailleurs du groupe Terrin qui doivent organiser à Marseille une journée " Port mort " pour protester contre les 825 licenciements annoncés par les syndics du groupe la semaine précédente. Et là aussi ce qui est en jeu c'est non seulement l'emploi de ces 825 travailleurs menacés immédiatement, mais

aussi l'avenir même des chantiers, qui occupent 4.200 salariés, et dont dépend également l'activité de 234 entreprises de soustraitance comptant au total plus de 5.000 travailleurs. Sans compter que la fermeture des charitiers de réparation aurait des conséquences graves sur l'activité du port de Marseille.

Et c'est cela la crise, cela que Barre appelle « sacrifier les canards boîteux ». Mais ce que cachent ces « canards boîteux » qu'il faudrait sacrifier, c'est avant tout les opérations de restructuration des entreprises, opérations au cours desquelles de nouveaux capitaux viennent s'investir à la recherche de profits dans les secteurs qui leur semblent le plus rentables.

Ainsi, alors que l'entreprise Terrin est en difficulté, on voit un homme d'affaires, Akram Ojjeh, celui qui a déjà acheté le paquebot France, proposer d'y placer des capitaux; Boussac licencie et ferme certaines de ses usines ou de ses ateliers, mais il demande à l'Etat une aide financière pour relancer ses entreprises... En fait en fermant certains ateliers non rentables, en investissant au contraire dans d'autres, en rationalisant et en modernisant la production pour économiser de la maind'œuvre, en regroupant des entreprises, les patrons se réorganisent, souvent d'ailleurs, grâce aux subsides

Et ainsi les profits continuent à couler, des fortu-

nes se développent, les capitaux les plus puissants arrivent à se tailler de nouveaux empires. Et ceux qui licencient en criant misère sont souvent les mêmes que l'on retrouve quelque temps plus tard à la tête des entreprises modernisées et florissantes, à moins qu'ayant carrément fermé boutique, en jetant à la rue les travailleurs sur le dos desquels ils ont bâti leurs fortunes, ils soient allés investir ailleurs dans un secteur qu'ils jugent plus rentable.

Et n'en déplaise à Barre, les travailleurs n'ont vraiment aucune raison d'accepter de faire les frais de ces restructurations.

Olivier BELIN.

Les licenciements chez Boussac et la situation de l'emploi dans les Vosges

Le groupe Boussac qui vient de décider de licencier 1 365 ouvriers de ses usines des Vosges n'en est pas à son premier coup puisqu'un premier plan de restructuration avait abouti en 1975 à 4 000 licenciements. L'industrie textile elle-même, qui employait, en 1954, 53 000 personnes, n'en employait plus, vingt ans plus tard, que 33 000. En fait, au cours des vingt dernières années, on peut estimer qu'il a disparu dans les Vosges en moyenne un emploi toutes les deux heures.

Alors, dans une région où l'industrie textile représente 20 % des emplois, Boussac y représente le cinquième de l'industrie textile, plus de 40 % dans certains cantons (44 % dans la vallée du Rabodeau, par exemple), le plan Boussac c'est en fait la mort de vallées entières.

Correspondant LO

Des salaires dérisoires, de maigres avantages battus en brèche

Deux travailleurs vosgiens sur trois gagnent moins de 1.800 F par mois selon la CFDT. Le taux horaire d'un OS en 3x8 chez Chavanoz, par exemple, au Val d'Ajol, est de 9,40 F.

Avec le chômage technique, il n'est pas rare de voir des salaires de 1.500 F ou 1.600 F. A ces salaires de misère, le paternalisme des patrons du textile répond : nous offrons le logement, l'eau, l'électricité, l'école, les

crèches, les colonies de vacances, les transports, pour presque rien. Chaque entreprise importante a en effet ses propres cités, ses équipements sociaux... Les loyers sont modiques (autour de 100 F), des services sont gra-

Mais actuellement certaines usines, quand elles ferment, vendent leurs cités pour plusieurs millions. Si l'ouvrier ne peut pas

acheter, c'est la porte. D'autres vendent leurs cités à des promoteurs qui eux-mêmes augmentent les loyers en échange de quelques améliorations.

C'est dire à quel point les quelques avantages, que les patrons vantaient pour justifier les salaires scandaleusement bas de la région, sont actuellement en passe de disparaître.

Correspondant LO.

Chômage ici, heures supplémentaires là

Licenciement et chômage technique n'empêchent pas les pasupplémentaires. A chaque commande importante, c'est le mêdéjà heureux qu'on ait une com-

mande, et on est tous dans la même galère. Et puis les menatrons de faire faire des heures ces sur l'emploi et la pression des bas salaires aident. Il n'est ainsi pas rare de venir travailler me chantage : dans la situation le samedi et même le jour de dérogation à l'inspection du tra- en 1978, 150 la nuit à l'usine Playtex à Epinal alors que où se trouve l'entreprise, c'est l'An comme chez Marshall à St- vail pour faire travailler le sa-

res supplémentaires dans un atelier alors que celui d'à côté chô-

L'usine BTT de Thaon-les-Vosges demandait par exemple une Dié; ou bien de faire des heu- medi en même temps qu'elle li- gney. Sept syncopes d'ouvrières dredi!

cenciait. Et. avec les heures supplémentaires, ce sont les cadences qui s'aggravent : 48 heures de travail, 60 métiers à tisser à s'occuper en 1976, 120 le jour Calroy (DIM Chesterfield) à Va-cette entreprise chôme le ven-

dans la même semaine à l'usine Devanlay (bonneterie) à Charmes. Deux jours de mise à pied pour une ouvrière qui a pris le temps de manger une pomme à

Syndicats et partis de gauche : des plans et des conseils pour les patrons, aucun plan de lutte pour les travailleurs

Avant les élections, PCF et PS avaient chacun leur plan pour le textile : réduire les importations. limiter la concurrence sauvage, lancer la production d'un label qualité pour le textile vosgien, subventionner les patrons en difficulté, racheter Montefibre par le biais de Rhône-Poulenc ou de la CFP, etc., mais de plan pour les travailleurs, aucun.

Et lors d'une réunion où les membres du Comité d'entreprise Boussac interrogaient les candidats aux législatives, l'un des

membres du CE laissa échapper en s'adressant au candidat de Lutte Ouvrière, « Vous êtes le premier à nous parler de lutte. Même le candidat du PCF n'a pas prononcé le mot ». Aujourd'hui, le PS explique vo-

lontiers que c'est la mauvaise gestion du groupe Boussac qui est en cause, ce que disent d'ailleurs la droite et le gouvernement. Quant au PCF, il demande au gouvernement de prendre ses responsabilités, et lui conseille de limiter les importations sauvages et de relancer la consommation intérieure.

Quant aux syndicats, ils se contentent de reprendre les grands axes des partis de gauche: protectionnisme, aide des pouvoirs publics, et des patrons capables... Voilà leurs seuls objectifs.

Et il faut bien sûr ne lutter que ville par ville, usine par usine, groupe par groupe. La journée d'action du 29 avril dernier avait été bien caractéristique de leur politique : deux marches sépa-

rées contre les licenciements à Boussac, l'une à Saint-Dié, l'autre à Epinal.

A Epinal, c'était le maire socialiste qui avait pris la parole pour excuser toutes les personnalités absentes, députés, sénateurs, conseillers généraux.

Puis le ton fut donné lorsque les travailleurs huant le nom du député RPR d'Epinal, le maire s'interposa pour dire qu'on avait besoin de tout le monde pour sauver les Vosges. « Pas de politique ici, la situation est trop

grave pour qu'on puisse s'amuser à se diviser ». Il faut lutter certes, mais il faut surtout que les pouvoirs publics prennent leurs responsabilités : « sinon ce sera Lip. Et Lip, ça veut dire un syndic qui prononcera des licenciements. Et ça, il faut l'éviter ». Bref l'union nationale en petit. Mais l'absence de lutte n'a pas empêcher la direction de Boussac de décider quinze cents licenciements,

Correspondant LO.

Les syndicats refusent d'organiser la lutte

Actuellement, au CHR de Bordeaux, comme dans la grande majorité des hôpitaux, le mécontentement est grand et on assiste à des luttes dispersées.

L'hôpital psychiatrique de Picon vient de connaître quinze jours de grève pour les 13 heures et les effectifs. Mais cette lutte est restée isolée, d'où l'amertume et le découragement des grévistes qui se sont vu reprocher par des responsables de la CGT, lors d'une manifestation devant la préfecture, « d'être partis sans attendre les autres »! Ce sont les mêmes responsables qui, quelques jours plus tôt, voulaient empêcher les travailleurs de rentrer dans une salle de réunion, à la direction générale, pour exprimer leur mécontentement sous le nez du directeur.

Mais le mécontentement grandit et cela d'autant plus que les quatre heures que Barre avait promis de payer aux ASH (aides-soignants hospitaliers) et les trois heures promises aux aides-soignantes et autres catégories ne sont toujours pas arrivées. Au problème de salaire vient s'ajouter

la dégradation des conditions de travail, en cette période où le CHR est en plein réorganisation.

Plusieurs réunions ont eu lieu dans les différents établissements. On a parlé de faire la grève des facturations, mais aucune directive syndicale n'est venue. Les syndicats semblent plus soucieux de ne pas gêner la direction, submergée par les problèmes que lui pose l'ouverture de nouveaux services, que d'organiser la lutte.

Correspondant LO.

8000 employés : ——90 places de crèche!

Des milliers de parents. qui embauchent de très bonne heure le matin, qui débauchent tard, qui travaillent le week-end et, pour faire garder les enfants, c'est le régime de la débrouille.

Telle employée, habitant à 200 mètres de l'hôpital où elle travaille, transporte son enfant en solex, à 8 kilomètres le matin de bonne heure avant d'embaucher, car elle n'a trouvé au-

cune gardienne plus près.
C'est pourquoi une cinquantaine d'employés avec
leurs enfants ont, à l'appel
de la CFDT, envahi la direction générale et crié

de la CFDI, envani la direction générale et crié leur mécontentement aux directeurs présents. Il faudra recommencer, en faisant en sorte de venir très nombreux. La direction de la CGT avait refusé de s'associer car, comme a dit un dirigeant, « Les mômes vont salir les moquet-

Des services ultra-modernes... ouverts en catastrophe

Le 3 avril 1978, le service de cardiologie de l'hôpitai-sud ouvrait. Une semaine plus tard, il y avait une mort accidentelle, reconnue seulement deux semaines plus tard par la direction générale du CHR. Le ministère de la Santé déclare, lui, de son côté, deux décès « suspects ». Il serait même question de quatre morts.

LA LOI DU SILENCE POUR CACHER LES RESPONSABILITES

Personne ne peut dire précisément combien il y a de victimes et de quoi exactement elles sont mortes, sauf pour une d'entre elles. En fait, la direction générale essaye de camoufler'ses responsabilités sous ce qu'elle appelle les « erreurs techniques et humaines » et de rejeter la faute sur la société qui a fourni le matériel et sur les employés. Le seul mort reconnu par la direction a été victime d'un envoi de gaz carbonique au lieu d'oxygène, à cause de prises sem-

blables pour ces deux gaz (alors que d'habitude ces prises sont différenciées et évitent de tels risques). La deuxième victime serait morte parce qu'un stimulateur cardiaque n'aurait plus fonctionné, à cause d'un changement de tension électrique.

Quant aux deux autres morts supposés, on ne săit rien. Pour la direction, c'est la loi du silence. C'est la population qui paye les hôpitaux, mais elle n'a pas le droit de savoir ce qui s'y passe.



Le tripode de Pellegrin : des services ultra-modernes ouverts en catastrophe.

UNE OUVERTURE PRECIPITEE

Ce qui est sûr, c'est que ces accidents n'ont rien d'étonnant lorsqu'on voit la hâte dans laquelle ce service a ouvert. Malgré les cocoricos dans la presse et les belles photos couleurs, son ouverture a été dangereusement précipitée.

Chirurgiens très pressés d'opérer, déménagement hâtif, effectifs réduits malgré des promesses mensongères : l'ouverture de ce nouveau service s'est faite, comme le fonctionnement de tout l'hôpital, dans le désordre et l'imprévoyance.

UNE ANARCHIE GENERALE

Ce désordre et cette imprévoyance ne sont pas l'apanage de l'hôpital-sud, mais sont le lot de tout le CHR. Le nouveau tripode de Pellegrin, tant vanté par la presse, en est la preuve.

C'est le plus grand centre de

la région, qui vient d'ouvrir presque en même temps que la Cardiologie, dans des conditions encore plus déplorables. Les effectifs sont encore moins nombreux en proportion qu'à la Cardiologie.

Le comble c'est que, au jour

même de l'ouverture et de la mise en service, les employés et les infirmières ont dû se transformer en déménageurs pour transférer le matériel des différents services.

En dépit de toute règle d'hygiène, du matériel parfois précieux et vital — notamment pour la réanimation — a été transporté à la sauvette sur des brancards

L'administration, et Chaban en tête puisqu'il est président du conseil d'administration du CHR, se soucie de son prestige au mépris des employés, de la sécurité des malades et de toute la population.

QUATRIEME SEMAINE DE GREVE -AUX HOPITAUX DE TOULOUSE

Commencée le 17 avril, la grève continue dans les hôpitaux de Toulouse. Dans les services de radio, les laboratoires, les employés bloquent les bons servant à la facturation, soutenus par les débrayages quotidiens dans les autres services.

L'administration multiplie les pressions : D'une part des surveillantes doivent relever chaque jour les noms des grévistes. D'autre part, on parle de plus en plus de retenues sur le salaire.

Le dernier dada des autorités est de nous menacer de poursuites judiciaires, pour avoir détourné les bons. Mais nous tenons terme. Les menaces de l'administration montrent simplement combien cette grève la gêne et lui fait peur.

Jeudi 11 mai une manifestation des hospitaliers aura lieu à Toulouse, dans le cadre de la journée d'action nationale sur les hôpitaux. Jeudi 18 mai les grévistes de Toulouse comptent participer à la manifestation organisée nationalement à Paris.

Pour les grévistes de Toulouse ce n'est qu'un début, le combat continue.

Correspondant LO

ABEILLE-PAIX (Paris) : Ras-le-bol des employés

Aux assurances l'Abeille-Paix, quatre services (représentant une centaine de personnes — sur les quelque 2.000 que compte la compagnie) se sont mis en grève l'avant-dernière semaine d'avril.

Parmi leurs revendications, on trouvait à chaque fois l'augmentation des effectifs.

Presque partout dans la compagnie le problème se pose. Le retard dans toutes les opérations s'accumule. Il n'est pas rare de traiter les dossiers avec plusieurs mois de retard. Face à ce

retard, l'encadrement et la direction réagissent toujours de la même façon : ils le mettent sur le dos des employés, refusent d'embaucher du personnel supplémentaire et surchargent les employés de travail.

Dans quatre services le mécontentement a éclaté. Le mercredi matin un premier service, le Pré-contentieux, s'est mis en grève. Le lendemain matin, sans être au courant du mouvement qui avait commencé au Pré-contentieux, les employés d'un autre service , le Sinistre incendie et

risques divers, cessaient le travail, toujours pour réclamer des effectifs supplémentaires. L'après-midi c'était le service Sinistre auto qui en faisait autant, sur les mêmes revendications, bientôt suivi du service Comptabilité Paris.

En tout, le jeudi soir, c'étaient près de cent employés qui étaient en grève.

Dans chaque service les grévistes ont choisi leurs représentants pour aller discuter avec la direction. Ils sont restés dans les bureaux à discuter ou à faire des

affiches. Au service Sinistre incendie et risques divers, un sousdirecteur a eu le culot de venir arracher les affiches et de réclamer le silence. Mal lui en a pris. Personne ne s'en est laissé conter.

Le lendemain une assemblée convoquée en hâte par les syndicats n'a rassemblé qu'à peine 150 personnes. Le mouvement avait bien peu de chances de s'étendre. De toute façon, à aucun moment les syndicats ne l'ont enviragé

A la réunion avec les délégués

des syndicats et des grévistes, la direction accordait satisfaction sur quelques points mais refusait d'augmenter les effectifs.

Les services ont repris le travail. Mais personne n'est déçu. Les employés ont pu montrer leur mécontentement, ils ont fait savoir qu'ils n'étaient pas prêts à se laisser faire. Certains cadres ne s'y sont d'ailleurs pas trompés et le sous-directeur qui avait arraché les affiches des grévistes est venu faire ses excuses devant tous les employés. Correspondant LO.

"Domitila, si on me donne la parole"

LA VIE D'UNE FEMME DE LA MINE BOLIVIENNE

Mère de sept enfants, femme d'un mineur de cuivre bolivien et dirigeante du comité des ménagères de la mine Siglo XX, le plus grande centre minier du pays, Domitila raconte la vie et la lutte des travailleurs de la mine. Elle décrit leur travail épuisant, en trois équipes, car la mine tourne 24 heures sur 24, la poussière qui ronge les poumons, les accidents provoqués par la dynamite. Elle parle de la misère, de l'entassement dans les maisons - en fait, des baraques de quelques mètres carrés, sans eau - que la compagnie minière loue à ses ouvriers et à leur famille. En cas de licenciement, en cas de décès du mineur, la famille doit céder la place dans les trois mois. Et un mineur de cuivre ne vit pas vieux sur les hauts plateaux boliviens: 35 ans en moyen-

Mais ce livre est aussi le témoignage d'une combattante de la classe ouvrière. C'est pour témoigner, pour dénoncer le sort fait à « son peuple », aux mineurs de Bolivie, que Domitila Barrios de Chungara a accepté de raconter sa vie et ses espoirs, les luttes auxquelles elle a participé, à une journaliste brésilienne venue l'interviewer, tout comme elle s'est rendue en 1976 à Mexico à l'invitation qui lui avait été faite dans le cadre des conférences organisées par l'ONU à l'occasion de l'Année de la femme. A cet égard, elle rap-Porte son étonnement puis sa colère devant l'incompréhension et les critiques des représentantes américaines des mouvements féministes petits-bourgeois qui lui ont reproché de trop parler de sa classe et pas assez des problèmes spécifiquement féminins.

Mais justement, pour Domitila, invitée en tant que représentante du comité des ménagères de la mine Siglo XX, être femme de mineur, c'est participer aux luttes de sa classe. Depuis 1961, date de la création du premier comité de ménagères, qui a ensuite essaimé dans les principaux centres miniers du pays, la vie de Domitila et de ses compagnes c'est la lutte pour obtenir de meilleurs salaires, pour que la coopérative qui fournit le ravitaillement et les médicaments aux mineurs et à leur famille, leur donne leur dû, ce sont les démarches pour faire embaucher les femmes sans travail, les manifestations pour obtenir la libération des maris militants emprisonnés. C'est aussi un combat acharné pour surmonter leur inexpérience, les préjugés des mineurs eux-mêmes, dont beaucoup sont méfiants devant ces femmes qui ne restent pas au foyer; ce sont les difficultés enfin pour se faire reconnaître par leurs sœurs moins conscientes, auxquelles la propagande gouvernementale et les associations religieuses les présentent comme des « rouges » sans foi ni loi, quand ce n'est pas comme de mauvaises mères commettant le crime de se faire jeter en prison avec leurs enfants...

Car l'armée ne fait aucun quartier dans les villages miniers boliviens. Les mines ont bien été nationalisées en 1953, avec une copieuse indemnisation pour les barons milliardaires de l'étain; mais l'étain arraché à la mine con-

tinue d'engraisser les grandes compagnies étrangères et les gouvernements à ieur solde, des gouvernements qui périodiquement tentent de baisser les salaires. Et quand les mineurs protestent, c'est la répression la plus brutale, parfois même un massacre préventif, comme en 1965 et en 1967 où les mercenaires du général Barrientos ont assassiné plusieurs centaines de mineurs, de femmes et d'enfants, pour faire taire la colère qui grondait dans les villages miniers. Malgré tout cela, le syndicat tient : légalement quand cela est possible, clandestinement le reste du temps; comme tiennent et se développent les comités de ménagères, malgré les arrestations et les tortures au cours desquelles Domitila, emprisonnée à plusieurs reprises, perd un de ses enfants, mort avant terme du fait des coups qu'elle a reçus.

Enfin ce livre, écrit simplement, comme parle Domitila, est aussi celui d'une militante ouvrière qui - sans être membre d'un parti politique - lutte pour le socialisme, pour que demain la Bolivie soit dirigée par les travailleurs. Il a été écrit en 1976 mais Domitila se trouvait il y a quelques mois encore au premier rang du mouvement des grévistes de la faim et des manifestants qui ont contraint le gouvernement militaire du général Banzer à accorder une amnistie générale à tous les mineurs et syndicalistes emprisonnés ou bannis de leur pays. C'est un témoignage à lire et à faire lire, car il fait partie du petit nombre de ces livres qui sont un encouragement direct à poursuivre la lutte pour le



socialisme, adressé aux militants ouvriers de tous les pays.

Pierre VERNANT Si on me donne la parole de Domitila Barrios de Chungara, la vie d'une femme de la mine bolivienne, témoignage recueilli par Moema Viezzer - Coll. Actes et Mémoires du peuple - Ed. François Maspéro - 250 pages - 45 F.

" Nuit glacée "

DE PA KIN

Hiver 1944 : les troupes japonaises progressent du nord au sud de la Chine. Les villes tombent les unes après les autres. Les entreprises se déplacent au fur et à mesure de leur avancée. Demain est fait d'incertitudes, de crainte. Les ouvriers, les employés suivront-ils leurs entreprises? Pour bénéficier d'un moyen de transport, il faut avoir des connaissances, des combines; c'est le règne de la bureaucratie corrompue. On se réfugie où l'on peut. Bas salaires, chômage, nourriture médiocre, coupures d'électricité, épidémie de choléra, la vie des petites gens est faite d'encore plus de privations, même si personne n'est épargné, comme les intellectuels, tel Shuënn, le héros du roman, qui doivent se contenter du travail qu'ils trouvent dans une imprimerie ou ailleurs. Pour toute la population, la vie est sans perspectives, sans espoir. Pourtant la guerre n'empêche pas les drames quotidiens de continuer de se nouer et de se dénouer : la mésentente familiale, la maladie, les accidents, l'alcoolisme font partie du lot de chacun. C'est dans ce contexte que Shuënn se débat contre sa maladie, la tuberculose. Shousheng, sa femme, a quelque chose d'irrésistible qui l'appelle à la vie, à l'espoir. Elle essaie de tirer un trait sur les préjugés qui ont emprisonné les femmes chinoises jusque-là. Elle les combat, elle refuse de se laisser enfermer dans l'atmosphère de désolation et de résignation qui l'entoure.

A travers la vie d'un couple et de leurs proches, Pa Kin dresse un tableau de la société chinoise sous la dictature de Tchang Kaï-Chek alors en pleine décomposition : la délaite des armées japonaises n'amène pas les changements espérés dans la vie des Chinois. « Le 3 septembre... jour de la victoire... jour de liesse... n'apportait aucun changement », écrit-il. Il dénonce les auteurs flagorneurs qui encensent le régime et le Kuo-mintang. Au travers de la vie quotidienne, c'est au régime pourri de Tchang-kaï-chek qu'il s'attaquait. Nuit glacée date de 1946, et son auteur s'est pratiquement trouvé condamné au silence à partir de 1949, précise Etiemble qui a prétacé ce livre. Pa Kin fut aussi, dit-il, une des cibles de la Révolution culturelle.

Patricia MULLAN

Nuit glacée de Pa Kin - Ed. Gattimard - 49 F.

" Ceux du front "

DE VICTOR NEKRASSOV

Victor Nekrassov est un écrivain russe qui vit en France depuis 1974, date à laquelle il a été expulsé d'Union Soviétique. Auparavant, il avait été célèbre dans son pays pour un ouvrage sur les combattants de Stalingrad qui lui avait même valu les honneurs du régime, sous la forme du grand prix Staline de littérature.

Son dernier ouvrage paru en France, Ceux du front, ne démériterait certainement pas de ce point de vue, étant donné

son conformisme.

Il s'agit d'un recueil de nouvelles assez courtes mettant en scène des soldats au front, face au danger, aux prises avec leur peur. Mais qui, tous, pour des raisons psychologiques diverses, réussissent à la surmonter et à réaliser, sinon des exploits, du moins ce qu'on leur présente comme leur devoir de soldat.

On dirait en fait les souvenirs un peu superficiels d'un ancien combattant se remémorant quelques visages, quelques silhouettes rencontrées au hasard des combats, mais après avoir oublié tout le reste et sans s'être jamais posé la question de la guerre elle-même. Cela n'intéresse que ceux qui les ont connus. Les autres, et donc les lecteurs, ne les sentent ni vivre, ni souffrir, ni même mourir.

Une exception toutefois: la nouvelle intitulée Deuxième nuit. Un tout jeune combattant, soucieux de paraître un bon soldat et d'avoir la considération de son capitaine réussit au cours de sa deuxième nuit sur le front un petit exploit : il tue son premier Allemand. Tout fier, il fête ça avec ses camarades jusqu'au moment où, en plaisantant, on lui présente la photo anodine d'un jeune homme comme lui, entouré de sa famille. Il s'agit du soldat qu'il vient d'étrangler...

Ceux du front de Victor Nekrassov - Ed. Julliard - 38 F.

" L'intervention "

DE VICTOR HUGO

L'intervention est une pièce de Victor Hugo écrite alors qu'il travaillait sur Les misérables et Les travailleurs de

Elle met en scène un jeune couple d'ouvriers à domicile : Edmond peint des éventails et Marcinelle répare des dentelles. Une table, deux chaises, un lit, c'est là, avec leurs outils, à peu près tout ce qu'ils possèdent.

Edmond et Marcinelle s'aiment : mais ils ne cessent de se déchirer, chacun soupçonnant l'autre de le tromper, de succomber à l'attrait des beaux habits, des riches toilettes, du luxe.

Effectivement, Edmond est

subjuguée par Eurydice, courtisane élégante qui, en l'absence de Marcinelle, vient chercher son châle de dentelle. Puis Marcinelle, à son tour, sera tentée par les propositions du riche baron protecteur d'Eurydice.

Et ainsi la seule chose importante qui leur appartienne et qui égaie un peu leur vie misérable, leur amour, est luimême détruit ou compromis par leur pauvreté.

Victor Hugo, à travers ces personnages, dénonce la misère qui frappait les ouvriers et le dénuement dans lequel ils vivaient. Mais Edmond, l'ouvrier qu'il met en scène, n'est pas que misérable : il esi révolté par sa situation.

Ces personnages, qui évoquent les mélodrames du XIX siècle, apparaissent bien sûr un peu désuets, et la pièce est souvent naïve. Pourtant, parce qu'elle est bien jouée et parce que la situation sociale qu'elle dénonce est loin d'être dépassée, la pièce est intéressante et ses personnages, même caricaturaux, nous tou-

Joëlle GERARD.

L'intervention de Victor Hugo - Théâtre de la Cité Internationale - 21, boulevard Jourdan (jusqu'au 24 juin) -Prix des places : 25 F.

CAFÉ-THÉATRE

Boris Vian

cuie café-théâtre au rez-dechaussée de l'immense tour Novotel de la porte de Bagnolet. C'est là que, pendant un peu plus d'une heure chaque soir, Nicole Vessel Interprète Boris Vian. Tous ceux pour qui la chanson du déserteur trotte dans la tête ont l'occasion d'aller à la rencontre d'un poète qui dénonce la guerre, se moque des adjudants, des commandants et toute la clique, et des chansons patriotiques, ais aussi qui aime la vie, la Terre, la Lune blonde et qui rêve au jour, Un jour, où il y aura autre chose que le jour.

Boris Vian ne se prend pas au

Le Petit Bain, c'est un minus. sérieux : tout a été dit, déjà dit. Alors il joue avec les mots. Et les sujets les plus divers sont une manière d'être à la tois tendre et moqueur envers chacun. Complice de Boris Vian, Nicole Vassel ridiculise le phallocrate, comme la tille qui joue à la « nana ». Accompagnée de Daniel Raquillet au piano, elle parvient à créer dans la salle une atmosphère de franche rigolade.

Patricia MULLAN

Prix des places : 25 F (entréeconsommation) - Possibilité de tarif de groupe - Relâche le dimanche.

Aux Dossiers de l'écran :

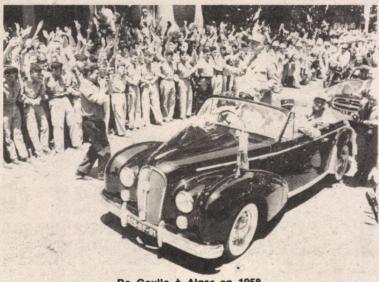
Les vieilles badernes de "l'Algérie française"

Les Dossiers de l'écran du mar. di 9 mai avaient pour thème : Le retour du général De Gaulle au pouvoir. Ils étaient introduits par un intéressant montage de documents filmés : Année 1958 : d'une République à l'autre. Avant de montrer les événements de mai 1958 à Alger et à Paris, ce film retraçait les principaux événements depuis la démission de De Gaulle en janvier 1946, jusqu'au printemps 1958.

Les grands absents de ce film étaient malheureusement les Algériens qui luttaient pour leur indépendance nationale. C'est pourtant cette lutte et la guerre que leur menait l'armée française qui étaient la cause principale des difficultés économiques et politiques du régime.

Quant au débat, il faut bien dire qu'il réunissait un triste parterre d'ex-ultras « Algérie française », et de gaullistes de la première heure: Alain Guichard, proche collaborateur et inconditionnel de De Gaulle, Léon Delbecque, qui représentait à Alger Chaban-Delmas, alors ministre de la Défense nationale, le général Massu, Alain de Sérigny, directeur du journal ultra-colonialiste l'Echo d'Alger. Seul, René Andrieu, de l'Humanité, représentait un point de vue d'opposition. Et l'on a pu constater en tout cas que, vingt ans après, toute cette belle brochette de réactionnaires n'a toujours rien compris et est toujours contente

C'est ainsi que l'on apprit d'un Massu, encore plus borné que le veut la légende, que le peuple algérien « ne s'est pas dressé » contre la France; de Delbecque que « l'armée faisait son possible pour maintenir la liberté ». A se



De Gaulle à Alger en 1958.

demander pourquoi il y avait en Algérie plus de 600.000 hommes de troupe et pourquoi les Algériens se sont battus pour l'indépendance.

Seul Andrieu a rappelé que le sang des Algériens coulait alors et a déploré que « la France n'ait pas accordé en 1945 aux peuples coloniaux l'indépendance à laquelle ils avaient droit ». Mais le plus triste est que ce sont les partisans de l'Algérie française qui étaient dans le vrai, lorsqu'ils lui ont rappelé que telle n'était pas la position du PCF en 1945, quand sa presse et ses ministres ont justifié les massacres de Sétif, et lorsqu'ils lui ont rappelé le vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet en 1956 et à Pflimlin en 1958, par les députés du PCF.

Mais finalement tous tombèrent d'accord que « De Gaulle était un grand homme d'Etat », comme disait Andrieu, qui souligna les risques courus en 1958 mais reconnut : « Heureusement que De Gaulle n'était pas le dictateur qu'on pouvait craindre ! » et qui ne critiqua la V' République que pour la manière « non régulière » dont elle a été instaurée, alors qu'elle représentait une opération politique dirigée contre les travailleurs... et contre le PCF!

Il est vrai que ce n'est pas le PCF qui a cherché à mobiliser les travailleurs contre la venue au pouvoir de ce général réactionnaire, poussé par l'armée et la droite colonialiste, pour régler les problèmes politiques de la bourgeoisie française. Et finalement, à voir Andrieu mardi soir, on se disait que le PCF, au fond, tenait à montrer qu'il a fait partie du même monde politique que tous les gaullistes et réactionnaires en tous genres qui se pavanaient sur

Vincent GELAS

SÉLECTION

Dimanche 14 mai

ANTENNE 2 - 21 h 40 - Un homme, un jour : Bob Woodward, l'affaire du Watergate. Ce journaliste fut, avec son collègue Carl Bernstein, à l'origine de l'affaire du Watergate, qui devait conduire Nixon à démissionner en août

TF1 - 22 h 05 - Les grands mystères de la musique : Manuel de Falla, un personnage et son spectre. Une émission consacrée à l'auteur de la célèbre Danse du

Lundi 15 mai

TF1 - 20 h 30 - Film : Un homme pour l'éternité, de Fred Zinnemann. Un film historique passionnant sur la vie à la cour d'Henri VIII d'Angleterre, au XVI siècle, et sur la personnalité de Thomas More, conseiller puis victime du souverain et auteur du livre

ANTENNE 2 - 21 h 35 - Brésil : linas Gerais. Premier épisode intitulé Du côté de Diamantina, d'un reportage de Claude Gallo sur une région où la fortune des uns, bâtie sur l'exploitation des mines de diamant, côtoie le dénuement le plus complet de la po-

ANTENNE 2 - 22 h 25 - Bande à part : les Degling's. En 1972, un jeune garçon de 14 ans se suicidait après que sa mère eut été jetée en prison pour des traites impayées. Aujourd'hui celle-ci, après avoir écrit un livre Pour Thierry, se bat contre la misère. Cette émission lui est consacrée. Rappelons que l'histoire de Thierry est racontée dans un livre (Presses Pocket) d'André Pierrard : Mourir à 14 ans.

Mardi 16 mai

ANTENNE 2 - 20 h 35 - Pour in-

troduire un débat sur la Milice, cette organisation pro-nazie qui fut l'auxiliaire de Pétain pendant la dernière guerre, les Dossiers de l'écran projettent l'exce!lent film de Louis Malle Lacombe Lucien. Ce film raconte comment un jeune paysan de 17 ans devient le complice et l'ami de miliciens qui lui procurent considération et bien-être. Au débat participera, entre autres, Charles Tillon, à l'époque membre de la direction du PCF et dirigeant des FTPF.

Mercredi 17 mai

TF1 - 20 h 30 - Film TV : Madame Ex, d'après le roman d'Hervé Bazin, avec Emmanuelle Riva. L'histoire d'un divorce.

FR3 - 20 h 30 - Film : II pleut dans mon village, d'A. Petrovik, avec Annie Girardot. La chronique d'un petit village de Yougo-

Jeudi 18 mai

TF1 - 20 h 30 - Série : Ce diable d'homme, de Marcel Camus. Le troisième épisode de la vie de Voltaire, racontant la période où il écrivit Zadig.

TF1 - 21 h 25 - L'événement : La Chine sans Mao, ou le poids d'une idéologie. La première partie d'un reportage sur la Chine contemporaine: paysans, ouvriers, étudiants, soldats, sont interviewés. La seconde partie de ce reportage sera diffusée vendredi 19 mai, à la même heure.

Vendredi 19 mai

ANTENNE 2 - 22 h 50 - Film TV : Sarn, de Claude Santelli, avec Dominique Labourier. D'après le roman de Mary Webb du même nom (paru en Livre de Poche). l'histoire d'une famille paysanne au XIX" siècle.

Les nouveaux monstres

Les nouveaux monstres est un film à sketches, dans la lignée des Monstres réalisés il y a quelques années par Dino Risi et qui avait obtenu un certain succès.

Les réalisateurs y exploitent les mêmes recettes : sketches courts et percutants, à l'humour grinçant et acerbe, à la critique virulente des travers humains et des institutions.

En quelques portraits-charges (une douzaine), sont mis à mal les imprésarios sans vergogne, les évêques démagogiques, les aristocrates décadents, les gens de théâtre toujours en représentation, mais aussi la veulerie, la cupidité, la lâcheté, l'individualisme, etc.

Bien sûr, l'intérêt du film est

inégal. Il est fonction des différents sketches, dont le ton et la portée sont variables. Certains sont franchement méprisants, d'autres cyniques, mais d'autres au contraire tendres, amers, ou simplement ironiques.

De même les limites du genre - certains sketches ne dépassent pas cinq minutes - imposent la recherche du gag, de la chute finale, aux dépens des nuances. Il n'en reste pas moins qu'on y rit souvent, qu'on pourrait presque y pleurer, si l'on en avait le temps. Tout est fait pour qu'on en sorte dégoûté devant une société capable de déformer et d'avilir à ce point les individus et les relations qu'il entretiennent entre eux.

Alain MARQUET

DE MARIO MONICELLI - DINO RISI - ETTORE SCOLA



Le papillon sur l'épaule de Jacques deray

Un bateau fait escale à Barceione. Un marin français. Lino Ventura (capitaine, commandant?), dépose ses affaires à l'hôtel et découvre dans la chambre voisine un cadavre. C'est le début d'une série d'aventures en cascades qui ébranlent celui qui a plutôt l'habitude de jouer le héros solide comme un roc, mais

qui ici ne parvient pas à comprendre d'où viennent les coups qui pleuvent sur lui, ni pourquoi est visé. Est-il pris pour un autre ou sous les feux croisés de deux polices parallèles dont on ne connaîtra jamais les noms ? Toujours est-il qu'il est prisonnier de sa première découverte et qu'il paiera cher d'avoir été

le témoin et acteur involontaire de cette guerre de services se-

C'est un film d'espionnage assez réussi, car sans « superman », sans « vamp » et sans la traditionnelle morale des bons et méchants agents secrets.

Jean VITTEAUX

Le cercle infernal DE RICHARD LONCRAINE

Si vous aimez le genre fantastique, vous apprécierez ce film, même jonché de cadavres et d invraisemblances, car il est bien fait. Si bien mené qu'on se surprend à oublier ce qui est le réel et ce qui est l'imaginaire. Et n'est-ce pas là, après tout, la gageure que veulent tenir de tels films?

D'entrée de jeu, nous sommes dans le drame. Un horrible accident, qui coûte la vie à sa petite fille, bouleverse la vie de Mia Farrow, l'héroine de l'histoire, au point de secouer la raison et de

lui faire abandonner maison et mari. Elle se réfugie seule dans une superbe demeure, cossue et confortable, une maison à l'atmosphère trouble et mystérieuse mais où pourtant elle se sent bien.

Car, après tout, cette jeune femme qui passe dans la vie en attirant le malheur sur ceux qui l'entourent n'est-elle pas faite pour s'entendre, malgré sa fragilité apparente, avec les fantomes ou les esprits? Toute sa volonté va être tendue vers ce but : découvrir le secret de la

L'auteur ne s'embarrasse donc cas d'une thèse à démontrer à tout prix. Peut-être tient-il à briser au passage le mythe de l'enfance comme symbole de l'innocence, puisqu'une enfant blonde et belle vient incarner la perversité et le crime. Mais ce qui compte. c'est l'ambiance. C'est un film d'émotions et d'impressions, qu'on prend comme un tout, sous peine de rompre le charme.

Anne GARBE

Reprise: Les chevaux de feu DE SERGE PARADJANOV

Une histoire d'amour absolu et impossible, comme on en rencontre dans les contes et légendes de tous les pays : c'est le sujet de ce conte russe que Serge Paradjanov a porté à l'écran en

L'histoire se passe dans les Carpathes. Mais, plus que le drame lui-même, c'est le cinéma

qui fascine. La vie des montagnes est fruste et pourtant, dans les vêtements des paysans, dans les choses quotidiennes, dans les fêtes villageoises, dans les masques, c'est une profusion de couleurs, une féérie pour les yeux.

En 1864, dans les montages des Carpathes, la vie s'écoule

lentement, au rythme des saisons. des mariages, des fêtes et des enterrements. Un rythme auquel le spectateur se laisse prendre comme par magie.

La musique et l'image invitent le spectateur, malgré lui, au pays des contes, au pays du merveil-

the factors and be broughted and

Patricia MULLAN

Sélection

L'AFFAIRE MORI, de Pasquale Squittieri.

Dans la Sicile de 1924, la lutte de l'Etat fasciste avec la Mafia. Un intéressant film historique.

Rex (2") - Odéon (6") - Rotonde (6°) - Ermitage (8°).

LE BEAUJOLAIS NOUVEAU EST ARRIVE, de Jean-Luc Voulfow.

L'odyssée de trois copains en route vers le Beaujolais. Un film amusant et fraternel.

ABC (2") - Quintette (5") -Montparnasse 83 (6°) - Balzac (8°) - Concorde (8°) - Cinémonde (9°) - Nation (12°) -Gaumont Sud (14") - Cambronne (15") - Clichy Pathé (18").

DIABOLO MENTHE, de Diane Kurys.

Un film tendre, sur un lycée parisien en 1963.

Nouveau Familia (18°).

L'ETAT SAUVAGE; de Francis Girod.

Un film d'aventures, dans l'Afrique de la décolonisation. Omnia (2") - Panthéon (5") -Saint-Germain Studio (5°) -Bosquet (7°) - Colisée (8°) -Saint-Lazare Pasquier (9°) -Lumière (9°) - Fauvette (13°) -Montparnasse (14°) - Convention (15°) - Wepler (18°) -Gambetta (20°).

LA FIEVRE DU SAMEDI SOIR, de John Badham.

Une tranche de la vie de jeunes un peu loulous des quartiers pauvres de New

at the sample of the section

Rex (2°) - Saint-Michel (5°) Odéon (6°) - Normandie (8°) - Helder (9°) - UGC Gobelins (13°) - Miramar et Mistral (14°) - Convention (15°) - Clichy Pathé (18°) - Tourelles (20°).

NOS HEROS REUSSIRONT-ILS A RETROUVER LEUR AMI MYSTERIEUSEMENT DISPA-RU EN AFRIQUE? d'Ettore Scola.

Oui I mais au bout de toute une série d'aventures!

Hautefeuille (6°) - Elysées Lincoln (8°) - 14 Juillet (11°) -Olympic (14°).

STAY HUNGRY, de Bob Rafelson.

Une bonne soirée avec des personnages chaleureux et sympathiques, où l'on rit beaucoup.

Racine (6°). L'AMOUR VIOLE, de Yannick Bellon.

Au moment du procès d'Aix, un film de combat sur le viol. A voir.

UGC Opéra (2°)

L'ARGENT DE LA VIEILLE, de Luigi Comencini.

De l'impossibilité pour les pauvres de s'en sortir par les moyens individuels. Une grande comédie.

Marais (4°).

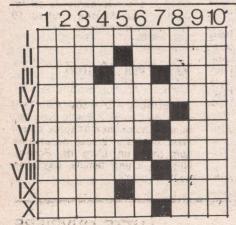
Signalons également le passage de :

LES ENFANTS DU PARA DIS, de Marcel Carné.

Un classique inoubliable, e inoublié, du cinéma de 1945. Ranelagh (16°).

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

croises



HORIZONTALEMENT. — I. Arbitrer. - II. Un saint métallo - C'est coton. - III. Pour trisser - Permet d'en faire beaucoup - Sur la Luye. - IV. Regarde l'Eglise. - V. Il flotte - Phonétiquement : presser. — VI. Travaille la feuille - Participe. — VII. Nive'é - Service funèbre. - VIII. Ne touche guère les prix - Se montre hardi. - IX. Elle nous tourne autour - Qualité. - X. Pratique - C'est la fin.

VERTICALEMENT. — 1. Exécrable. 2. Se rapportent aux consultations. - 3. Craint, dit-on, les éléphants. -4. Possède - Abandonner. - 5. Dispersées. — 6. Regarder fraîchement -Aïeule. — 7. Article - Fin de moda. — 8. Perd les esprits - Approche. - 9. Met en vitrine. — 10. Contrôle les connaissances.

										10
1	0	R	A	T	R	i	C	E		V
- 11	S	E	M	E		M	A	R	N	E
111	E	C	0	N	0	M	i	S	E	R
IV	S	A	u	T	E	u	R		T	T
V		P	R	E	N	N	E	S		i
										C
VII	A	T	T	E	N	T	E		R	A
VIII	D	u	T		T	E	R	G	A	L
IX	A	L	E		H		i	u	L	E
X	R	E	S	P	E	C	T	É	E	2

Les partis politiques préparent "l'après-Moro"

Quelles seront les conséquences politiques, en Italie, de l'assassinat du leader de la Démocratie Chrétienne, Aldo Moro? Dans l'immédiat, c'est par un climat d'union nationale sans précédent que l'événement s'est traduit dans le pays. Le Parti Communiste Italien, les syndicats ont organisé, avec la Démocratie Chrétienne, des manifestations communes. Et c'est, sans doute, une indignation réelle de la population qui s'est exprimée là.

Mais, dans ce climat d'indignation générale, les forces politiques font déjà leurs calculs en fonction de l' «après-Moro ». Depuis le 16 mars dernier, qui a aussi été le jour de l'enlèvement d'Aldo Moro, le gouvernement italien s'appuie sur une majorité parlementaire qui va du Parti Communiste à la Démocratie Chrétienne. C'est-à-dire sur une majorité « d'union nationale », qui n'exclut que les néo-fascistes à droite et l'extrêmegauche à gauche. Pour le PCI, le fait que la Démocratie Chrétienne ait finalement accepté, sous l'impulsion de Moro d'ailleurs, de l'inclure dans la majorité parlementaire, était un succès politique.

C'est pourquoi les dirigeants du Parti Communiste, placés dès l'investiture du nouveau gouvernement face au problème du rapt d'Aldo Moro, ont tenu à se comporter en hommes de gouvernement, avant tout soucieux de la défense de l'Etat contre le terrorisme. Ils sont même apparus comme les plus solides partisans d'une politique de fermeté à l'égard des Brigades Rouges, refusant de céder quoi que ce soit à leurs exigences, même lorsque la Démocratie Chrétienne donnait des signes d'hésitation.

Mais, vis-à-vis de la population, l'attitude de fermeté du PCI se doublait d'autres motivations. L'enlèvement d'Aldo Moro est arrivé à point nommé pour légitimer, auprès de la classe ouvrière et auprès de ses propres militants, la politique du PCI. Le PCI a justifié son appui au gouver-

nement Andreotti par la nécessité de la défense de « l'Etat démocratique » menacé par le terrorisme. Et il s'est employé du même coup à jeter, sur tous ceux qui dans la classe ouvrière critiquent sa politique, le soupçon d'avoir, peu ou prou, de la sympathie pour les Brigades Rouges. C'était là le moyen, soit de faire taire, soit d'isoler ceux qui formulaient ces critiques. Et aujourd'hui, l'épilogue tragique de l'enlèvement, l'émotion justifiée qu'il suscite, vont dans le même sens.

Mais, et c'est là que les grincements dans la nouvelle majorité parlementaire sont perceptibles, le PCI est lui aussi la victime de cette politique... menée à son encontre par une aile de la Démocratie Chrétienne. Car une partie de celle-ci a mis en cause la responsabilité du PCI dans le terrorisme. Celui-ci. en ayant, d'après elle, trop longtemps défendu une politique d'opposition à la Démocratie Chrétienne, en se réclamant du communisme, serait responsable si aujourd'hui des hommes, souvent sortis de ses rangs, deviennent terroristes en se proclamant « l'avantgarde communiste combattan-

Et de la part de l'aile droite de la Démocratie Chrétienne, cela a fourni l'occasion, en fait, d'une insidieuse campagne réactionnaire qui, au lendemain de la mort de Moro, s' est traduite dans les manifestations par quelques cris de « Mort au rouges », où le PCI et l'extrême-gauche étaient tout simplement confondus avec les Brigades Rouges.

On peut se demander d'ailleurs si, pour cette aile droite de la Démocratie Chrétienne, Moro n'est pas aujourd'hui plus utile mort qu'il ne l'aurajt été vivant. Moro était l'homme du compromis avec le PCI. Et aujourd'hui, c'est peut-être au nom de Moro, héros de la Démocratie Chrétienne et martyr des Brigades Rouges, que la Démocratie Chrétienne va préconiser une autre politique.

Cela n'est, certes, qu'une

possibilité. Mais ce qui est sûr, deux mois à peine après l'entrée du PC dans la majorité parlementaire, c'est que toute une partie de la Démocratie Chrétienne songe déjà aux moyens de l'en faire sortir, en l'affaiblissant sur le plan politique et en menant une campagne réactionnaire.

Une première indication sur la possibilité d'une telle politique sera donnée par les résultats des élections partielles du dimanche 14 mai, qui concernent 4 millions d'électeurs. Si ces élections se traduisent, comme la Démocratie Chrétienne l'espère, par son renforcement dans l'électorat aux dépens du PCI, ce sera alors peut-être une première étape dans cette « marginalisation » du PCI que certains souhaitent.

Mais le plus grave n'est pas que le PCI finalement puisse se retrouver rejeté. Il a déjà montré largement que, sans ou avec le soutien du PCI, le gouvernement n'est pas nécessairement plus ou moins réactionnaire. Mais c'est la classe ouvrière qui, dans ce jeu des forces politiques, sera perdante. Car pendant ce temps, l'offensive que l'Etat italien mène depuis plus de deux ans contre les travailleurs et leurs conditions de vie, au nom de l'austérité, va redoubler encore, cette fois au nom de la défense de l'Etat. Et ce sera peut-être l'occasion de faire accepter de nouvelles lois sur l'ordre public, le renforcement de l'armée et de la police, bref, le renforcement de l'Etat, sinon contre les terroristes, du moins sûrement contre les travailleurs.

En fait, c'est une offensive réactionnaire que l'action des Brigades Rouges favorise aujourd'hui en Italie. Et la politique du PCI est de s'y joindre le plus longtemps possible, en menant lui aussi la campagne pour « l'ordre », afin qu'on le garde le plus longtemps possible. Mais, à rentorcer les partisans de l' « ordre », il ne peut que renforcer leur envie de le jeter dehors au prochain tournant.



Manifestation a Rome, le 9 mai, à la nouvelle de la mort d'Aldo Moro. Les banderoles syndicales se mêlent aux pancartes de la Démocratie Chrétienne.

La démission de Cossiga

Le ministre de l'Intérieur italien, Francesco Cossiga, a donné sa démission. Cela fait suite aux multiples critiques dont la police italienne a fait l'objet au cours de l'enlèvement et de l'assassinat d'Aldo Moro. Les partis italiens lui ont reproché son inefficacité. Le PCI n'a pas été le dernier à se plaindre des insuffisances de la police, insinuant même que les Brigades Rouges disposeraient, au sein de la police, de complicités qui expliqueraient ce que le PCi considère comme de la complaisance de sa part.

Mais Cossiga n'est pas ministre de l'Intérieur depuis hier. En particulier, il l'était déjà au printemps 1977, qui a vu le développement de manifestations étudiantes dans toute la péninsule et leur répression très violente par la police, qui fit finalement plusieurs morts. Et
l'on vit alors, devant les critiques qui montaient contre la
police, le PCI féliciter celleci! Quant à Cossiga, il resta
solidement en place.

Il faut croire qu'il est plus grave, pour un ministre de l'Intérieur, d'être accusé d'insuffisances dans la recherche des ravisseurs d'Aldo Moro, que de couvrir le pur et simple assassinat, par la police, d'étudiants qui manifestent; et que le PCI, avec tous les autres partis politiques, partage ce point de vue.

A.F.

Après l'évasion de Mesrine

Giscard et Peyrefitte pour l'aggravation des conditions de détention

Jacques Mesrine et Francois Besse se sont évadés spectaculairement de la prison de la Santé. Cela a coûté la vie à un troisième détenu qui tentait de s'évader avec eux, sans pour autant que le fait de mourir pour une tentative d'évasion semble émouvoir qui que ce soit.

Par contre, la réussite de l'évasion des deux autres a ému, en particulier Giscard, qui a tenu à montrer qu'il

s'occupait personnellement de cette affaire : c'est ainsi qu'il a fait publier un communiqué où il constate « des défaillances inadmissibles du système de détention » et qu'il a reçu, spécialement à ce sujet, Peyrefitte, ministre de la Justice.

Il s'agit bien sûr de montrer à son électorat réactionnaire, particulièrement chatouilleux sur la question de la « sécurité » et des prisons, qu'il veille personnellement à la chose.

Mais il ne s'agit pas que de cela. Car les déclarations de Giscard, et celles de Peyrefitte qui lui font écho, sont en fait un feu vert plus ou moins direct pour aggraver les conditions de détention des détenus, une sorte de « carte blanche » donnée au personnel des prisons. « Carte blanche » qui, dans la bouche de Peyrefitte, devient un vérita-

ble appel au meurtre quand, devant les députés, parlant de l'évasion de Mesrine, il explique : « L'essentiel est que l'on rende quand même hommage au courage et à l'efficacité des gardiens de la paix qui, lors de la récente évasion de Clairvaux, ont abattu les deux fugitifs et qui, lors de l'évasion de Mesrine, en ont abattu un sur trois ».

Les déclarations de Giscard et de Peyrefitte ne changent

peut-être rien, mais ce qui est sûr c'est qu'elles n'iront pas dans le sens de l'amélioration du régime carcéral. Quoi qu'il se produise dans les prisons, prises d'otages, évasions ou revendications des détenus, c'est toujours dans le même sens que les gouvernants réagissent : dans le sens réactionnaire qui leur colle à la peau, quel que soit leur vernis « libéral ».

J.J. L.